



# T1

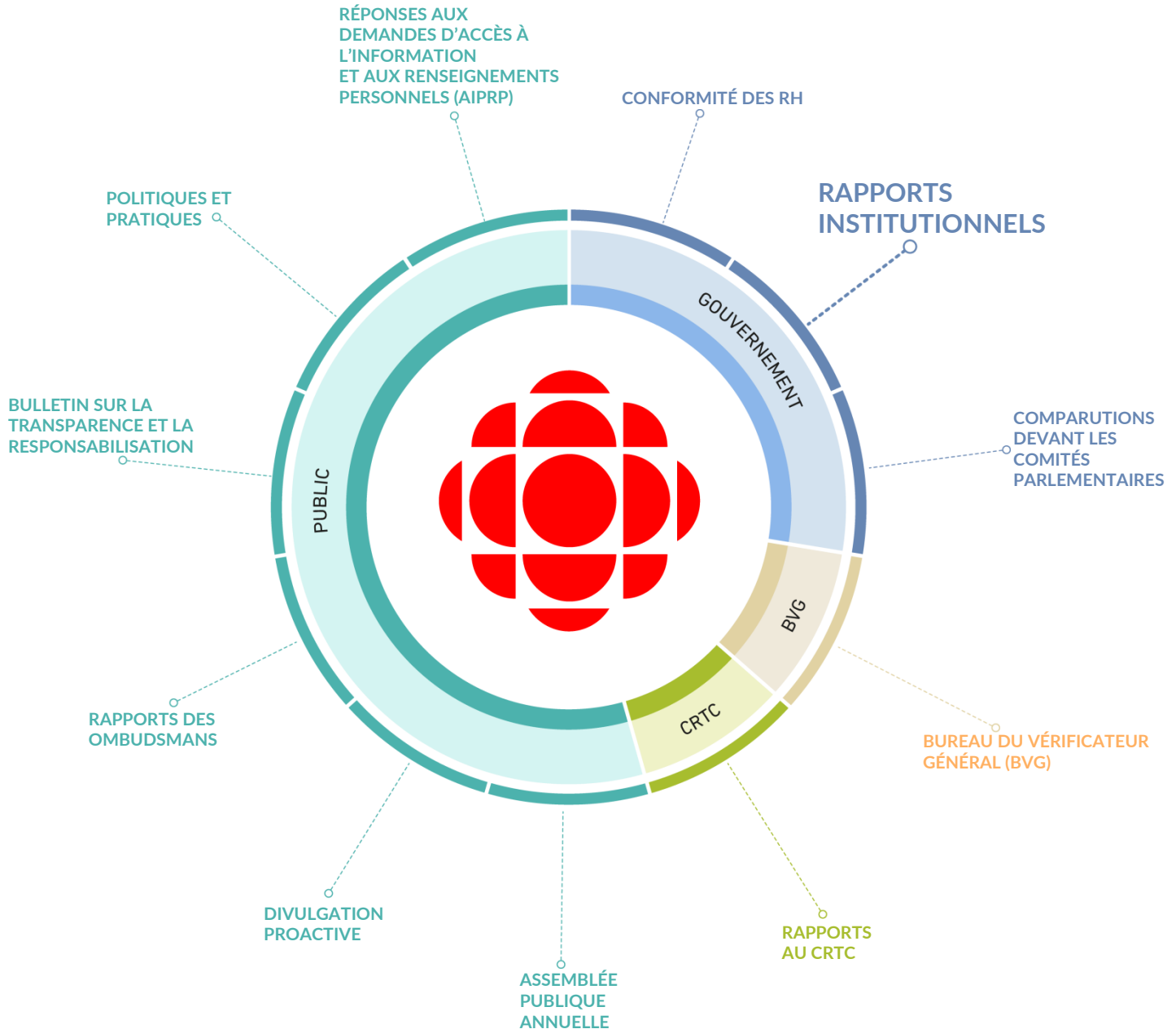
## RAPPORT FINANCIER DU PREMIER TRIMESTRE 2016-2017

CBC  Radio-Canada



# ENGAGEMENT DE CBC/RADIO-CANADA ENVERS LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILISATION

En tant que radiodiffuseur public national, nous accordons beaucoup d'importance à notre obligation de transparence et de responsabilisation envers les Canadiens. Pour nous acquitter de nos responsabilités à cet égard, nous publions sur notre [site web institutionnel](#) de l'information sur nos activités et sur la gestion des ressources publiques qui nous sont confiées.



# RAPPORT DE GESTION

Outre un rapport annuel, nous sommes tenus – comme la plupart des sociétés d'État canadiennes sous régime fédéral – de déposer des rapports financiers trimestriels pour les trois premiers trimestres de chaque exercice. Le rapport de gestion qui suit vise à donner au lecteur un aperçu des activités et du rendement de la Société pour le premier trimestre de 2016-2017 et doit être lu en parallèle avec le Rapport annuel de 2015-2016.

Conformément à notre engagement à faire preuve de transparence et à assurer une surveillance efficace des fonds publics qui nous sont alloués, nous avons le plaisir de présenter notre rapport pour le premier trimestre, terminé le 30 juin 2016. L'information contenue dans le rapport de gestion est présentée comme suit :

<b>FAITS SAILLANTS FINANCIERS</b> .....	<b>4</b>
<b>FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS</b> .....	<b>5</b>
<b>LE POINT SUR LE RENDEMENT</b> .....	<b>7</b>
<b>ANALYSE DES RÉSULTATS</b> .....	<b>12</b>
<b>RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS</b> .....	<b>16</b>
<b>LE POINT SUR LES RISQUES</b> .....	<b>18</b>
<b>PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE</b> .....	<b>19</b>
<b>DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS</b> .....	<b>20</b>

Voici quelques renseignements utiles pour faciliter la compréhension du rapport de gestion :

**Rapports trimestriels** – Les états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas fait l'objet d'un examen par notre auditeur.

**Saisonnalité** – La majeure partie de nos revenus autogénérés est constituée de revenus publicitaires. Ceux-ci suivent un cycle saisonnier dicté par notre grille de programmation et varient aussi en fonction des conditions du marché, de l'économie en général et du rendement de la grille. Les revenus d'abonnement sont relativement plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier, fluctuant aussi au gré des variations de la grille de programmation. Les crédits parlementaires sont constatés en résultat en fonction du budget annuel, qui reflète les influences saisonnières sur les dépenses et les revenus autogénérés.

**Note relative aux déclarations prospectives** – Ce rapport renferme des déclarations prospectives sur la stratégie, les objectifs et les résultats d'exploitation et financiers escomptés. Les verbes « croire », « s'attendre », « prévoir », « anticiper », « projeter », « planifier », « estimer », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des énoncés prospectifs. Les déclarations prospectives sont basées sur les hypothèses générales suivantes : le financement public de CBC/Radio-Canada demeure conforme aux annonces faites dans le budget fédéral et le contexte de la réglementation de la radiodiffusion ne changera pas fondamentalement. Les principaux facteurs de risque et d'incertitude sont décrits à la section *Le point sur les risques* du présent rapport. Toutefois, certains risques et certaines incertitudes échappent à notre volonté et restent difficiles à prévoir. Ceux-ci comprennent, sans s'y limiter, des facteurs liés à la conjoncture économique et financière, au marché publicitaire ainsi que d'autres facteurs d'ordre technologique et réglementaire. En raison de l'influence de ces facteurs ou d'autres facteurs, les résultats réels peuvent différer considérablement des prévisions contenues, de manière explicite ou implicite, dans les déclarations prospectives.

**Mesure non conforme aux IFRS** – Le présent rapport comprend la mesure « résultat d'exploitation sur une base courante », qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les normes internationales d'information financière (IFRS). Il est donc peu probable qu'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres entreprises. Plus de détails sont fournis à la section *Analyse des résultats*.

# FAITS SAILLANTS FINANCIERS



2016-2017 : 114,6 M\$  
2015-2016: 118,5 M\$  
Baisse totale : ▼ 3,9 M\$

La diminution de 3,3 % des revenus tirés des activités courantes est principalement attribuable à la faiblesse continue du marché de la publicité télévisée, particulièrement à la télévision traditionnelle. La pression à la baisse exercée sur les revenus a quelque peu été compensée par la croissance des revenus publicitaires des services numériques. Par ailleurs, les revenus d'abonnement sont demeurés stables.



2016-2017: 354,3 M\$  
2015-2016: 364,8 M\$  
Baisse totale : ▼ 10,5 M\$

La diminution de 2,9 % des dépenses liées aux activités courantes tient aux faits suivants :

- Une diminution de la charge de retraite attribuable à la révision des hypothèses actuarielles.
- La baisse globale du coût des émissions diffusées. Même si les dépenses ont été moins élevées ce trimestre, nous produisons à l'heure actuelle du contenu à l'aide des crédits parlementaires additionnels qui nous ont été octroyés. Ces coûts seront reflétés dans nos dépenses au cours des trimestres à venir, lorsque les émissions seront diffusées.



2016-2017: 223,1 M\$  
2015-2016: 169,2 M\$  
Hausse totale : ▲ 53,9 M\$

Le financement public a augmenté de 31,9 % au cours des trois premiers mois de 2016-2017, en raison des prélèvements plus importants effectués par rapport à la même période l'an dernier. Le total des crédits parlementaires comptabilisé au premier trimestre de l'exercice précédent était inférieur à la normale, en raison d'un solde de trésorerie élevé en début de période, ce dernier ayant retardé temporairement notre besoin d'effectuer des prélèvements.

Conformément à l'annonce faite par le gouvernement en mars 2016, le total des crédits parlementaires de l'exercice 2016-2017 augmentera de 75 millions de dollars.

La perte d'exploitation sur une base courante de 7,5 millions de dollars tient principalement à l'évolution des revenus et des dépenses et au moment auquel les prélèvements du financement public ont été effectués, comme il est indiqué ci-dessus. Ce résultat se compare à une perte de 52,7 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 30 juin		
	2016	2015	Écart en %
Revenus	114 606	118 521	(3,3)
Dépenses	354 271	364 808	(2,9)
<b>Résultat avant financement public et éléments hors exploitation</b>	<b>(239 665)</b>	<b>(246 287)</b>	<b>2,7</b>
Financement public	223 126	169 163	31,9
<b>Résultat avant éléments hors exploitation</b>	<b>(16 539)</b>	<b>(77 124)</b>	<b>78,6</b>
<b>Résultat net de la période en IFRS</b>	<b>(17 941)</b>	<b>(76 054)</b>	<b>76,4</b>
<b>Résultat d'exploitation sur une base courante<sup>(1)</sup></b>	<b>(7 489)</b>	<b>(52 651)</b>	<b>85,8</b>

<sup>(1)</sup> Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Ce résultat ne comprend pas les éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation. Un rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante est présenté à la section *Analyse des résultats* de ce rapport.

Le résultat net en IFRS, soit une perte de 17,9 millions de dollars, est inférieur à la perte de 76,1 millions de dollars de la période comparable de l'exercice précédent. L'évolution des revenus et des dépenses, ainsi que l'augmentation du financement public comptabilisé ce trimestre contribuent à ce résultat.

# FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS

CBC/Radio-Canada est résolue à remplir son rôle d'espace public du Canada. Poursuivant la mise en œuvre de son plan stratégique, la *Stratégie 2020*, CBC/Radio-Canada continue d'être plus numérique, plus locale et plus ambitieuse dans ses choix de programmation canadienne, tout en visant une plus grande viabilité financière. Voici un aperçu des progrès accomplis au premier trimestre 2016-2017.

## CONTENU ET SERVICES

CBC/Radio-Canada reflète la réalité et les histoires des Canadiens, un rôle qui cadre particulièrement bien avec celui de diffuseur officiel des Jeux Olympiques au Canada. Durant les Jeux Olympiques de Rio, nos auditoires ont eu accès à [plus de contenu que jamais auparavant](#) avec 4 000 heures de couverture en continu (et jusqu'à 23 diffusions en direct tous les jours), et à plus de 1 275 heures de couverture télévisuelle sur les ondes de CBC/Radio-Canada et de nos partenaires de radiodiffusion TSN, RDS et Sportsnet. Au cours du premier week-end de notre couverture des Jeux, plus des deux tiers de la population canadienne ont suivi la couverture de CBC/Radio-Canada, toutes plateformes et partenaires confondus<sup>1</sup>. Le rapport du deuxième trimestre présentera un résumé complet des résultats de la couverture des Jeux.

À l'occasion des Jeux, nous avons également offert à nos auditoires un plus grand nombre de moyens d'interagir avec notre contenu, et les uns avec les autres. Twitter Amplify a été utilisé pour la toute première fois dans le cadre d'une couverture canadienne des Jeux Olympiques. Ce [partenariat](#) avec Twitter Canada a permis de cibler de nouveaux auditoires numériques avec du contenu vidéo provenant de notre couverture des Jeux. Des extraits vidéo ont été diffusés pratiquement en direct dans des messages Twitter par l'entremise des comptes du radiodiffuseur. Nos téléspectateurs ont également pu [vivre l'expérience](#) des Jeux de très près grâce à la réalité virtuelle et à la technologie d'immersion à 360 degrés. Cette technologie leur était accessible en ligne et au moyen des applications mobiles lancées pour Rio 2016 par Radio-Canada ([iOS](#), [Android](#)) et CBC ([iOS](#), [Android](#)), et ce dès la cérémonie d'ouverture, puis pour au moins une discipline par jour.

**« Durant les Jeux Olympiques de Rio, nos auditoires ont eu accès à plus de contenu que jamais auparavant. »**

**« Une fois de plus, l'attention des Canadiens et du reste du monde était tournée vers CBC/Radio-Canada pour obtenir l'essentiel des actualités du jour. »**

Nos équipes du secteur de l'Information se concentrent davantage sur la production multiplateforme d'information en continu et de journalisme d'impact et original. Les auditoires ont pu le constater dans notre couverture des incendies de forêt à Fort McMurray, tandis qu'une fois de plus, l'attention des Canadiens et du reste du monde était tournée vers CBC/Radio-Canada pour obtenir l'essentiel des actualités du jour. À Radio-Canada, la mobilisation a donné lieu à une couverture continue à grande échelle sur toutes nos plateformes, produite par nos équipes régionales à Edmonton et à Calgary (avec l'appui d'autres équipes de l'Ouest),

renforcée par le recours massif aux médias sociaux, comme le [compte Facebook d'ICI Alberta](#), transformé en véritable forum d'échanges et de témoignages. Les Canadiens se sont aussi tournés vers CBC News et CBC.ca pour suivre le fil des [événements](#). Durant l'évacuation de la ville, CBC Edmonton était l'unique station de radio en ondes, la seule à continuer d'informer les évacués sur les opérations en cours et sur les endroits où se réfugier.

Radio-Canada a mis en ondes [Remue-ménage](#), un nouveau magazine d'affaires publiques consacré à la famille. Ce nouvel instrument de journalisme d'impact illustre bien la stratégie de partenariats novatrice de Radio-Canada. En effet, il s'agit d'un premier projet de coproduction de contenu pour l'équipe de l'Information, avec un producteur indépendant.

Les Canadiens font souvent du radiodiffuseur public national leur destination de choix pour la couverture des événements culturels typiquement canadiens. Nous sommes ainsi heureux de répondre aux nombreux appels qui nous ont été lancés dans les médias sociaux pour que nous [diffusions](#) le concert d'adieu du groupe canadien mythique The Tragically Hip, afin que tous les Canadiens qui n'ont pu se procurer de billets puissent participer virtuellement à cette célébration musicale historique. Le concert était présenté à l'antenne de CBC le 20 août.

Nous faisons de plus en plus appel au numérique pour donner à nos concitoyens autochtones la place qui leur revient sous les projecteurs. Le 21 juin dernier, nous avons participé aux festivités marquant la [Journée nationale des Autochtones](#), qui en était à sa vingtième année. À cette occasion, nous avons déployé de nombreuses initiatives et une programmation diversifiée sur tous nos services, dont le documentaire multiplateforme réalisé par Philippe Fehmiu intitulé [Ce que nous sommes](#), lancé sur ICI Musique, qui se penche sur la question identitaire en donnant la parole à trois artistes autochtones, Elisapie Isaac, Florent Volland et Samian, et la série de vignettes interactives [I am Indigenous](#) présentée sur CBC News, qui fait le portrait de sept bâtisseurs inspirants et novateurs issus de communautés autochtones de l'Ontario.

Notre plan stratégique vise par-dessus tout à faire rayonner la culture et le talent canadiens sous toutes les formes. Ce trimestre, nous avons lancé Short Docs, une initiative qui propulse la marque CBC Docs dans l'espace numérique, grâce à un contenu accessible partageable en ligne, destiné à rallier un auditoire plus diversifié. De son côté, Radio-Canada a profité pleinement de l'été pour se rapprocher de différentes communautés en s'associant à un grand nombre d'événements culturels qui se sont tenus partout au pays. La programmation et les émissions spéciales qui en témoignaient ont emprunté plusieurs plateformes, dont ICI Musique. Parmi les événements qui ont eu lieu ce trimestre, mentionnons la 18<sup>e</sup> édition de ComediHa! à Québec, les 29<sup>es</sup> FrancoFolies de Montréal, le 37<sup>e</sup> Festival International de Jazz de Montréal et la Course des Régions pancanadienne, vouée aux cinéastes de la relève de la francophonie canadienne.

Ceux qui préfèrent l'audio continuent d'avoir accès à une diversité de nouveaux contenus avec nos services, autant à la radio traditionnelle que sur les plateformes numériques. CBC Radio a ajouté deux nouvelles émissions à sa grille au cours du trimestre, soit *The Candy Palmater Show* et *Out in the Open*. Ses baladodiffusions originales ont été saluées à la fois par la critique et par le public, récoltant 9,5 millions de téléchargements uniques en mai seulement.

<sup>1</sup> Source : Numeris

Au printemps, *Someone Knows Something* a établi un nouveau record en ravissant la première position sur iTunes Canada et en s'inscrivant dans les dix premières places du palmarès aux États-Unis. En parallèle, dans le cadre des efforts déployés pour intégrer davantage la programmation radio dans l'univers numérique, Radio-Canada a accéléré le développement du service de radio en continu **Première PLUS** avec du contenu original et distinctif, en ajoutant deux nouveaux thèmes à son catalogue – [humour](#) et [livres audio](#) –, ainsi que [Au cœur des anneaux](#), une série de 15 émissions inédites sur les Jeux Olympiques. Par ailleurs, CBC Music a relancé une nouvelle application mobile pour [iOS](#) et [Android](#). Et grâce à la toute nouvelle application mobile pour [iOS](#) et [Android](#) lancée par ICI Musique, nos auditeurs peuvent écouter à volonté la programmation d'ICI Musique et ses 150 webradios. L'application permet aussi de suivre les recommandations des animateurs de la chaîne.

## INFRASTRUCTURE

Comme il est mentionné dans le [Rapport annuel de 2015-2016](#), nous sommes à repenser de nombreux lieux de travail utilisés par notre personnel partout au pays, pour les amener à l'ère du numérique. Ce processus de transformation bat son plein à la Maison de Radio-Canada (MRC), qui doit être modernisée pour répondre à nos besoins. Le projet de la nouvelle MRC a franchi une étape importante en mai, lorsque le Conseil d'administration a retenu deux propositions pour de nouvelles installations, qui toutes deux prévoient demeurer sur une portion du site actuel. En ce qui a trait à la vente des installations actuelles, la prochaine phase du processus se poursuivra avec quatre soumissionnaires afin de maintenir un niveau élevé de concurrence et de garantir la meilleure offre possible. La sélection finale des propositions se fera au même moment à l'automne, tant pour les installations actuelles que pour celles à venir, et ce, en raison de leur interdépendance. Espace de production numérique et multiplateforme en proximité avec les citoyens, la nouvelle MRC favorisera la collaboration et l'innovation, et permettra à Radio-Canada de demeurer un pôle de création culturelle pour la ville.

**« Nous sommes à repenser de nombreux lieux de travail utilisés par notre personnel partout au pays, pour les amener à l'ère du numérique. »**

Nous avons également évalué nos options en ce qui touche le Centre canadien de radiodiffusion à Toronto, et nous en avons conclu que CBC/Radio-Canada demeurera propriétaire de l'immeuble. Pour réduire l'empreinte immobilière de nos services dans ce bâtiment, nous appliquerons une stratégie consistant à louer les espaces excédentaires à des tiers.

En mai, nous avons annoncé le lancement d'un projet de régies à distance, qui était prévu dans le cadre de la *Stratégie 2020*. Ce projet prévoit l'utilisation des régies de la télévision HD de Vancouver, Toronto et Ottawa pour produire à distance certaines émissions de nouvelles locales de différents centres au pays (pour l'instant Edmonton, Windsor, Calgary, Regina, Fredericton et Winnipeg). Ce projet permet de faire passer ces établissements à la HD sans avoir à engager les dépenses en immobilisations qui y sont associées, et qui avoisinent habituellement les 3 millions de dollars par régie. Ce processus se déroulera sur plusieurs années.

## PERSONNES ET CULTURE

Au cours du nouvel exercice financier, nous continuerons de privilégier le design organisationnel et la gestion du changement, la transformation culturelle, la simplification et les outils qui contribueront à notre transformation en une organisation agile, souple et collaborative.

**« Nous continuons de privilégier le design organisationnel et la gestion du changement, la transformation culturelle, la simplification et les outils qui contribueront à notre transformation en une organisation agile, souple et collaborative. »**

Nous continuons de travailler à bâtir un milieu de travail respectueux dont nous pouvons tous être fiers. Le 17 mars 2016, nous avons lancé un module de formation obligatoire pour tous les employés sur la prévention du harcèlement et de l'intimidation en milieu de travail. Partout dans la Société, les gestionnaires continuent d'élaborer et d'implanter leurs plans d'action dans le but d'accroître la mobilisation des employés, et un sondage de suivi est prévu au troisième trimestre pour mesurer nos progrès.

Le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) a décrété en mai 2015 que la nouvelle structure syndicale des Services français comportera deux unités de négociation au lieu de quatre. À l'exception des réalisateurs, qui sont représentés par l'Association des réalisateurs (AR), les employés ont été appelés à voter en juin 2015 pour choisir l'agent de négociation qui les représentera, et ils se sont exprimés en faveur du Syndicat des communications de Radio-Canada (SCRC), qui devient le nouveau syndicat accrédité. La décision de la Cour d'appel fédérale sur la fusion des deux unités de négociation de Radio-Canada est attendue le 13 septembre 2016. D'ici là, les négociations avec les deux unités de négociation se poursuivent : les négociations avec le SCRC commencées en mai 2016 sont bien avancées.

Le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) a décrété en mai 2015 que la nouvelle structure syndicale des Services français comportera deux unités de négociation au lieu de quatre. À l'exception des réalisateurs, qui sont représentés par l'Association des réalisateurs (AR), les employés ont été appelés à voter en juin 2015 pour choisir l'agent de négociation qui les représentera, et ils se sont exprimés en faveur du Syndicat des communications de Radio-Canada (SCRC), qui devient le nouveau syndicat accrédité. La décision de la Cour d'appel fédérale sur la fusion des deux unités de négociation de Radio-Canada est attendue le 13 septembre 2016. D'ici là, les négociations avec les deux unités de négociation se poursuivent : les négociations avec le SCRC commencées en mai 2016 sont bien avancées.

L'entente de principe conclue en juin avec l'Association des professionnels et des superviseurs (APS), au terme des négociations entreprises en avril 2016, sera ratifiée à l'automne.

En juin 2016, Louis Lalande, vice-président principal des Services français, a annoncé qu'il prendrait sa retraite à la fin de 2016. Le processus de recrutement a été lancé immédiatement afin que son successeur entre en fonction d'ici la fin de l'année.

## AUTRES QUESTIONS LIÉES AUX ACTIVITÉS

Le 28 juin 2016, CBC/Radio-Canada a [annoncé](#) sa participation aux célébrations du 150<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération par l'intermédiaire de sa programmation et par sa participation à des partenariats, notamment l'initiative *Raconte ton histoire*, une invitation lancée aux Canadiens à témoigner de leur fierté à [#Radio-Canada2017](#). Le jour de la fête du Canada, le radiodiffuseur public a donné une grande visibilité à cette initiative avec la collaboration de milliers de personnes à Ottawa, afin de susciter de l'enthousiasme pour ce jalon marquant de notre histoire. Le 4 août, nous avons lancé le compte à rebours des 150 jours jusqu'au 31 décembre 2016.

Comme nous l'avons indiqué dans notre plus récent rapport annuel, Brian Mitchell a démissionné du Conseil d'administration de la Société, son départ étant devenu effectif le 17 avril 2016. Rob Jeffery a été nommé président du Comité de vérification et membre du Conseil de fiducie de la Caisse de retraite de Radio-Canada. Ces nominations sont entrées en vigueur le 3 mai 2016.

# LE POINT SUR LE RENDEMENT

## CADRE DE MESURE DU RENDEMENT

Un des piliers de la *Stratégie 2020* est l'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer notre rendement. S'appuyant sur les outils de mesure existants, CBC/Radio-Canada a développé un cadre simplifié de mesure du rendement pour évaluer son plan stratégique, qui repose sur trois outils distincts : le sondage de perception portant sur le mandat et la vision, le rapport de performance de la *Stratégie 2020* (indicateurs stratégiques) et le rapport sur le rendement des composantes médias (indicateurs opérationnels).

### NOTRE MANDAT ET NOTRE VISION

L'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer les perceptions relativement à notre rendement est essentiel pour démontrer notre responsabilité envers les Canadiens à titre de radiodiffuseur public national du Canada. Le sondage de perception portant sur le mandat et la vision permet de démontrer dans quelle mesure les Canadiens jugent que nos services sont conformes au mandat de la Société en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* de 1991. Il permet également de mesurer le rendement de notre programmation en ce qui concerne sa qualité, son caractère distinctif, et sa capacité de refléter et de rassembler les Canadiens. Le rapport comporte également des indicateurs liés à la vision, qui traduisent le rôle de la Société dans la réalisation de la vision de la *Stratégie 2020*. Les données proviennent de sondages de qualité supérieure menés auprès d'échantillons représentatifs de Canadiens francophones et anglophones<sup>2</sup>.

Les résultats du sondage qui sera effectué en 2016-2017 seront disponibles en janvier et publiés dans le rapport financier du troisième trimestre (T3). Les résultats du dernier sondage sont présentés sur notre [site web institutionnel](#), dans un tableau de bord interactif auquel tous les Canadiens ont accès.

### STRATÉGIE 2020

Le rapport de performance de la *Stratégie 2020* vise à vérifier que nous atteignons les objectifs nationaux de notre plan stratégique actuel. Nous avons d'abord déterminé les objectifs à long terme que nous cherchons à atteindre en 2020. Chaque année, nous mesurons les progrès réalisés à l'égard de ces objectifs à l'aide de cibles annuelles intermédiaires. Un ensemble de neuf indicateurs clés ont été élaborés afin de mesurer notre rendement relativement aux quatre éléments de la nouvelle stratégie : l'auditoire, l'infrastructure, les personnes et la viabilité financière<sup>3</sup>.

Pour évaluer notre succès auprès de l'auditoire, nous avons choisi cinq indicateurs :

- Nous voulons que, d'ici 2020, trois Canadiens sur quatre estiment qu'au moins un de nos services est très important pour eux personnellement (indicateur 1).
- En ce qui concerne la diversité des opinions et l'objectivité de nos émissions d'information (indicateur 2), nous nous sommes fixé l'objectif de maintenir les perceptions favorables des Canadiens malgré une opinion publique fragmentée et la transformation de notre offre en information.
- Afin de changer à ce point les perceptions des Canadiens, nous devons lancer de nouveaux services numériques et accroître notre portée numérique et nos interactions numériques avec les Canadiens (indicateurs 3 et 4).
- Nous devons aussi maintenir le temps que les Canadiens passent avec CBC/Radio-Canada, même si la concurrence est de plus en plus forte pour capter leur attention (indicateur 5).

Afin d'atteindre nos objectifs en matière d'auditoire, nous devons transformer notre infrastructure, notamment en réduisant de 50 % notre empreinte immobilière (indicateur 6). Nous devons également mobiliser nos employés (indicateur 7) et veiller à ce qu'ils reflètent mieux la diversité qui caractérise la société que nous servons (indicateur 8). Enfin, nous devons atteindre notre cible de réduction des coûts (indicateur 9) pour être viables financièrement.

### COMPOSANTES MÉDIAS

Le compte rendu sur les composantes médias nous sert à mesurer notre rendement et à le comparer à nos cibles opérationnelles. Celles-ci ont essentiellement trait à la portée de nos diverses plateformes, aux parts d'auditoire et aux revenus autogénérés, tous services confondus.

<sup>2</sup> Source : Sondage Mission Metrics, TNS Canada (1 000 répondants de langue anglaise et 1 000 répondants de langue française par sondage). Les sondages sont effectués en novembre et en mars à chaque année.

<sup>3</sup> À partir de 2016-2017, l'indicateur du fonds d'investissement (anciennement l'indicateur 10) ne sera plus présenté dans le rapport de performance de la *Stratégie 2020*, cet indicateur n'ayant plus d'utilité en raison du réinvestissement du gouvernement dans CBC/Radio-Canada.



# MESURER NOTRE STRATÉGIE 2020

Les indicateurs de la *Stratégie 2020* sont présentés ci-dessous. Notre premier rapport trimestriel comprend une liste partielle d'indicateurs de rendement clés (IRC), puisque plusieurs d'entre eux – les indicateurs 1, 2, 5 et 7, – ne sont pas encore disponibles. Ils ne sont mesurés qu'à l'automne et seront par conséquent présentés dans le rapport du troisième trimestre.

Pour ce qui est du premier trimestre 2016-2017, nous sommes en bonne voie d'atteindre notre objectif sur le plan de l'infrastructure et de réduire nos coûts comme prévu. L'indicateur sur la diversité des employés est le seul à être au-dessous de la cible, du fait que la diversité des candidats recrutés à l'externe a été inférieure à la disponibilité dans l'industrie d'après le Recensement du Canada de 2011. Nous avons remarqué une tendance semblable à ce point-ci l'an passé, mais avons toutefois terminé l'année financière avec un meilleur résultat. Nous travaillons à nouveau cette année à améliorer notre performance en matière de diversité.

Indicateur	Résultats 2015-2016	Cibles 2016-2017	1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2016	Schéma de croissance prévue	Cibles 2020
<b>Auditoire/marché</b>					
1. Importance personnelle pour les Canadiens (% très important) <sup>4</sup>	56,6 %	57,6 %	N. D.		75,0 %
2. Les émissions d'information ont des opinions diversifiées et sont objectives (% fortement en accord) <sup>4</sup>	56,2 %	56,5 %	N. D.		57,0 %
3. Portée numérique de CBC/Radio-Canada (en millions) <sup>5</sup>	14,6	16,5	16,0		18,0
4. Nombre d'interactions numériques avec CBC/Radio-Canada tous les mois (en millions) <sup>6</sup>	103,8	117,2	119,3		95,0
5. Temps total passé avec CBC/Radio-Canada (en millions d'heures / semaine) <sup>7</sup>	171	177	N. D.		173
<b>Infrastructure</b>					
6. Diminution de l'empreinte immobilière (en millions de pieds carrés de superficie locative) <sup>8</sup>	3,9	3,9	3,9		2,0
<b>Personnes</b>					
7. Mobilisation des employés (% qui sont fiers d'être associés) <sup>9</sup>	69,0 %	74,2 %	N. D.		90,0 %
8. Diversité des employés (% des nouveaux employés) <sup>10</sup>	18,5 %	23,2 %	15,9 %		23,2 %
<b>Finances</b>					
9. Cible de réduction des coûts atteinte (en millions \$)	62,0 \$	85,1 \$	87,5 \$		117,0 \$

N.D. non disponible



Ce que nous sommes, ICI Musique

<sup>4</sup> Source : Sondage Mission Metrics, TNS Canada. Pourcentage de répondants ayant accordé une note de 8, 9 ou 10 sur une échelle de 10 points.

<sup>5</sup> Source : comScore, mesure multiplateforme, moyenne mensuelle de visiteurs uniques pour nos services Internet.

<sup>6</sup> Source : comScore, mesure multiplateforme, moyenne mensuelle de visites pour nos services Internet.

<sup>7</sup> Source : Numeris, le temps consacré à l'écoute de nos services de télévision et de radio; Adobe SiteCatalyst et comScore, le temps consacré à l'écoute de nos services Internet.

<sup>8</sup> Nos résultats liés à la superficie locative excluent les locaux à l'extérieur du pays (p. ex., les bureaux à l'étranger), les sites d'émetteurs, les stationnements et les baux pour des lieux réservés uniquement à l'entreposage (c.-à-d., ne servant pas aux activités de radiodiffusion).

<sup>9</sup> Source : Gallup Consulting, sondage Dialogue 2015. Pourcentage des employés qui sont fiers d'être associés à CBC/Radio-Canada. Il s'agit donc de ceux qui ont accordé une note de 4 ou de 5 sur une échelle de 1 à 5 dans le cadre d'un sondage auprès d'un échantillon représentatif d'employés.

<sup>10</sup> Cette mesure vise trois groupes : les Autochtones, les personnes handicapées et les membres de minorités visibles. Elle correspond au pourcentage de nouveaux employés recrutés à l'externe pour les postes de 13 semaines et plus.

# MESURER NOS COMPOSANTES MÉDIAS

Le présent rapport comprend une liste partielle d'indicateurs de rendement clés (IRC), car la majorité des principaux indicateurs sont évalués à partir de septembre chaque année. Comme ces données ne sont pas disponibles avant l'automne pour CBC Television, CBC Radio, ICI Radio-Canada Télé, ICI Radio-Canada Première et ICI Musique, elles sont présentées dans le rapport du troisième trimestre.

## RÉSULTATS DES SERVICES FRANÇAIS

		Résultats 2015-2016	1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2015	Cibles 2016-2017	1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2016
<b>Télévision</b>					
ICI RDI, ICI ARTV, ICI EXPLORA	Part d'auditoire de la journée complète <sup>11</sup>	4,7 %	4,4 %	4,7 %	5,3 %
<b>Service régional</b>					
Offre régionale d'ICI Radio-Canada.ca	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques <sup>12</sup>	0,7 million	0,7 million	N. D. <sup>12</sup>	N. D. <sup>12</sup>
<b>Numérique</b>					
Offre numérique de Radio-Canada	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques <sup>13</sup>	3,0 millions	2,5 millions	3,4 millions	3,5 millions
<b>Chaînes de télévision spécialisées</b>					
ICI RDI	Abonnés	10,7 millions	10,9 millions	S. O. <sup>14</sup>	S. O. <sup>14</sup>
ICI ARTV	Abonnés	1,8 million	1,8 million	S. O. <sup>14</sup>	S. O. <sup>14</sup>
ICI EXPLORA	Abonnés	0,8 million	0,7 million	S. O. <sup>14</sup>	S. O. <sup>14</sup>
<b>Revenus<sup>15</sup></b>					
Services généralistes, spécialisés et en ligne		216 millions \$	50 millions \$	201 millions \$	48 millions \$

S. O. sans objet

N. D. non disponible

Les résultats disponibles actuellement montrent que les services atteignent, voire dépassent, leurs cibles annuelles. Voici les faits saillants :

**Télévision** – ICI RDI a enregistré de bonnes cotes d'écoute, stimulées par sa couverture continue des événements majeurs de l'actualité (p. ex., feux de forêt de Fort McMurray, démission de Pierre Karl Péladeau et référendum sur le Brexit). ICI ARTV a bénéficié de la retransmission de deux séries dramatiques marquantes de Radio-Canada : *Les belles histoires des pays d'en haut* et *Le temps d'une paix*. La part d'auditoire moyenne d'ICI EXPLORA est en progression depuis la fin de 2015-2016. La grille attrayante mise en ondes au début de l'été (p. ex. : *Chroniques du zoo de Londres*, *Le jeu de la science*, *Sexplora*) a en outre contribué à attirer les téléspectateurs.

**Services numériques** – Les Canadiens continuent d'utiliser massivement nos services mobiles. La portée de ces services s'est effectivement accrue, ce qui a stimulé le rendement au cours du trimestre. Au cours de la période d'avril à mai 2016, 45 % des visiteurs uniques des services numériques de Radio-Canada ont utilisé un dispositif mobile pour y accéder, comparativement à 39 % l'an dernier<sup>16</sup>.

**Revenus** – Les revenus tirés de la publicité télévisée restent sous pression, mais dans l'ensemble, la tendance des revenus autogénérés à ce jour suggère que la cible annuelle sera atteinte.



Karina Marceau, animatrice de *Remue-ménage*, ICI Radio-Canada Télé

<sup>11</sup> Source : Numeris, audimètres portables, francophones du Québec âgés de 2 ans ou plus, avril à mars.

<sup>12</sup> Source : comScore, Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (deux ans et plus). En 2015-2016, la mesure de l'offre régionale d'ICI Radio-Canada.ca tenait compte de l'utilisation des services sur ordinateur uniquement. La base de mesure de comScore pour l'offre numérique régionale en 2016-2017 est en voie d'être finalisée. La cible et les résultats seront publiés dès qu'elle sera confirmée.

<sup>13</sup> Source : comScore, Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (deux ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à mars. Offre numérique de Radio-Canada : ICI.Radio-Canada.ca, ICI.Tou.tv, ICI.Musique.ca, RCI.net.ca, ICI.ARTV.ca et ICI.EXPLORA.tv.ca.

<sup>14</sup> Non publié pour des raisons de concurrence.

<sup>15</sup> Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et autres revenus (p. ex., distribution de contenu).

<sup>16</sup> Source : comScore Media Metrix

## RÉSULTATS DES SERVICES ANGLAIS

		Résultats 2015-2016	1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2015	Cibles 2016-2017	1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2016
<b>Télévision</b>					
CBC News Network	<i>Part d'auditoire de la journée complète</i> <sup>17</sup>	1,7 %	1,6 %	1,5 %	1,8 %
<b>Service régional</b>					
Offre régionale de CBC.ca	<i>Moyenne mensuelle, visiteurs uniques</i> <sup>18</sup>	4,3 millions	4,0 millions	N. D. <sup>18</sup>	N. D. <sup>18</sup>
<b>Numérique</b>					
Offre numérique de CBC	<i>Moyenne mensuelle, visiteurs uniques</i> <sup>19</sup>	12,4 millions	11,0 millions	14,1 millions	14,0 millions
<b>Chaînes de télévision spécialisées</b>					
CBC News Network	<i>Abonnés</i>	11,0 millions	11,2 millions	S. O. <sup>20</sup>	S. O. <sup>20</sup>
<i>documentary</i>	<i>Abonnés</i>	2,5 millions	2,7 millions	S. O. <sup>20</sup>	S. O. <sup>20</sup>
<b>Revenus</b> <sup>21</sup>					
Services généralistes, spécialisés et en ligne		260 millions \$	52 millions \$	211 millions \$	51 millions \$

S. O. sans objet

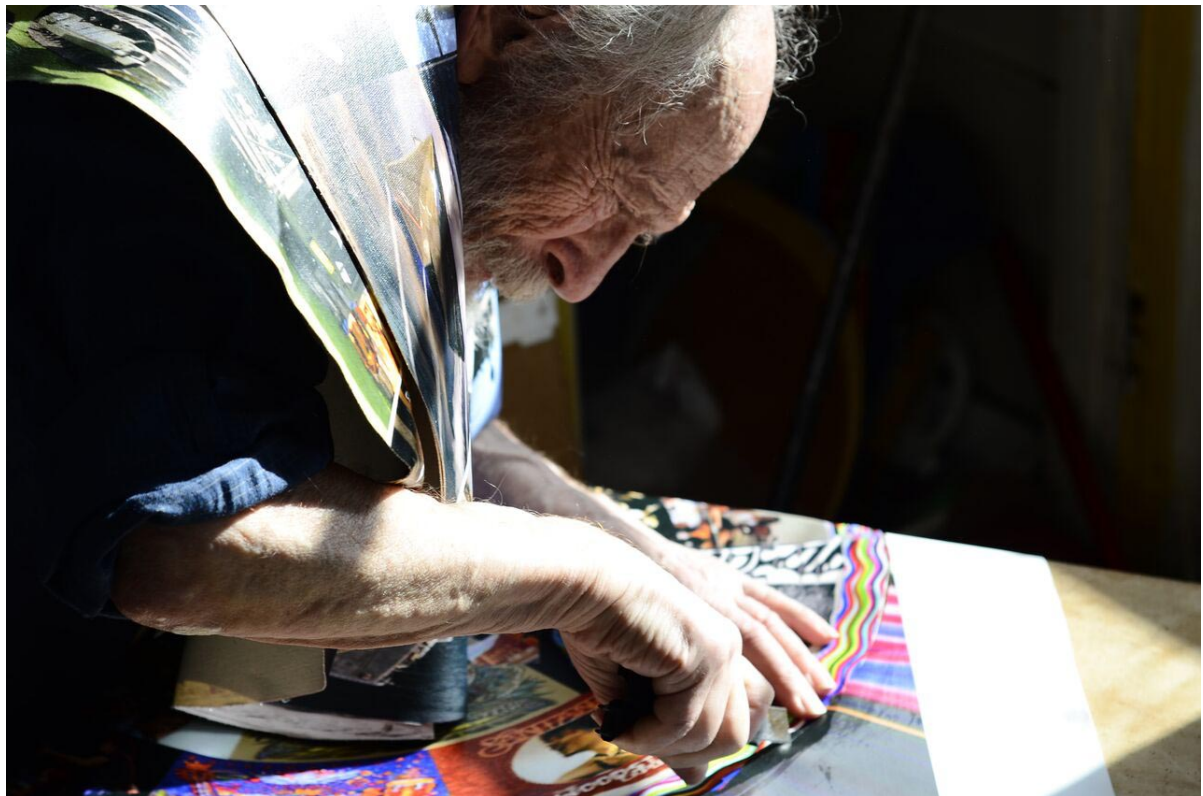
N. D. non disponible

Les résultats disponibles actuellement montrent que les services atteignent pratiquement ou dépassent légèrement leurs cibles annuelles. Voici les faits saillants :

**Télévision** – La part d'auditoire de CBC News Network enregistrée ce trimestre est en hausse par rapport au trimestre précédent, la couverture des feux de forêt à Fort McMurray en mai et en juin a eu un impact favorable sur nos auditoires.

**Services numériques** – La nouvelle programmation et la consolidation des ressources ont progressivement fait augmenter la moyenne mensuelle du nombre de visiteurs uniques pour le trimestre.

**Revenus** – Bien qu'il soit encore tôt pour se prononcer, les résultats à ce jour permettent de penser que la cible annuelle sera atteinte.



Billsville, présenté sur CBC Short Docs

<sup>17</sup> Source : Numeris, audimètres portables, personnes de 2 ans ou plus, avril à mars.

<sup>18</sup> Source : comScore, Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (deux ans et plus), avril à mars. En 2015-2016, la mesure de l'offre régionale de CBC.ca tenait compte de l'utilisation des services sur ordinateur uniquement. La base de mesure de comScore pour l'offre numérique régionale en 2016-2017 est en voie d'être finalisée. La cible et les résultats seront publiés dès qu'elle sera confirmée.

<sup>19</sup> Source : comScore, Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (deux ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à mars.

<sup>20</sup> Non publié pour des raisons de concurrence.

<sup>21</sup> Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et autres revenus (p. ex., distribution de contenu). Ne comprend pas les revenus provenant des Jeux Olympiques et de l'entente avec Rogers Communications Inc. qui prévoit la poursuite de la diffusion des matchs de hockey du samedi soir et des séries éliminatoires à *Hockey Night in Canada*. Les revenus inclus dans les résultats des exercices précédents pour les Jeux panaméricains de 2015 à Toronto représentent la somme des revenus tirés par les Services français et les Services anglais pour cet événement. Les résultats des périodes correspondantes de 2015-2016 ont été retraités aux fins de comparaison.

# CONTENU CANADIEN

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) établit le cadre réglementaire en matière de contenu canadien à la télévision, et fixe les conditions de licence pour ICI Radio-Canada Télé et CBC Television. Pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion, au moins 75 % du contenu diffusé doit être canadien. Durant les heures de grande écoute, le minimum passe à 80 %. Ces deux mesures sont des moyennes calculées sur toute l'année de radiodiffusion, soit du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août. Le tableau ci-dessous donne les résultats à ce jour pour l'année de radiodiffusion en cours et ceux de l'année précédente. Au cours de ces deux périodes, ICI Radio-Canada Télé et CBC Television ont largement dépassé les conditions de licence fixées par le CRTC en matière de contenu canadien, tant pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion que pour les heures de grande écoute.

		Conditions de licence annuelles	Résultats 1er septembre 2014 au 31 août 2015	Résultats 1er septembre 2015 au 30 juin 2016
<b>ICI Radio-Canada Télé</b>				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	82 %	84 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	91 %	93 %
<b>CBC Television</b>				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	92 %	83 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	87 %	84 %



Ron MacLean, David Amber, Andi Petrillo, Scott Russell, animateurs de la couverture des Jeux Olympiques à CBC

# ANALYSE DES RÉSULTATS

## RÉSULTAT EN IFRS ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

Nos résultats financiers sont analysés plus en détail ci-après.

	Pour les trois mois terminés le 30 juin		
	2016	2015	Écart en %
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>			
Revenus	114 606	118 521	(3,3)
Dépenses	354 271	364 808	(2,9)
<b>Résultat avant financement public et éléments hors exploitation</b>	<b>(239 665)</b>	<b>(246 287)</b>	<b>2,7</b>
Financement public	223 126	169 163	31,9
<b>Résultat avant éléments hors exploitation</b>	<b>(16 539)</b>	<b>(77 124)</b>	<b>78,6</b>
Éléments hors exploitation	(1 402)	1 070	N. S.
<b>Résultat net de la période en IFRS</b>	<b>(17 941)</b>	<b>(76 054)</b>	<b>76,4</b>
<b>Éléments ne contribuant pas aux fonds d'exploitation ou ne nécessitant pas d'apport en fonds d'exploitation</b>			
Régimes de retraite et autres avantages du personnel	10 848	17 888	(39,4)
Amortissement et coûts de mise hors service, déduction faite de l'amortissement du financement des immobilisations différé	5 480	5 094	7,6
Autres provisions pour des éléments hors trésorerie	(5 876)	421	N. S.
<b>Résultat d'exploitation sur une base courante <sup>(1)</sup></b>	<b>(7 489)</b>	<b>(52 651)</b>	<b>85,8</b>

N. S. non significatif

<sup>(1)</sup> Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Une explication du résultat d'exploitation sur une base courante est présentée ci-dessous.

### RÉSULTAT NET DU TRIMESTRE EN IFRS

Le résultat net en IFRS du premier trimestre 2016-2017 équivaut à une perte de 17,9 millions de dollars, un résultat inférieur à la perte de 76,1 millions de dollars enregistrée à la même période l'an dernier. Les variations observées dans le résultat net en IFRS comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent découlent des facteurs suivants :

- Une augmentation du financement public comptabilisé ce trimestre (54,0 millions de dollars), conforme à nos besoins escomptés de trésorerie. Au cours de la même période l'an passé, les fonds prélevés sur le financement public ont été inférieurs aux montants habituels en raison d'une encaisse de départ élevée au début du trimestre, ce qui a eu pour effet de retarder nos prélèvements.
- Une diminution des dépenses d'exploitation découlant de la baisse de la charge de retraite et du coût des émissions diffusées en comparaison avec l'exercice précédent. Même si les dépenses ont été moins élevées ce trimestre, nous produisons à l'heure actuelle du contenu à l'aide des crédits parlementaires additionnels qui nous ont été octroyés. Ces coûts seront reflétés dans nos dépenses au cours des trimestres à venir, lorsque les émissions seront diffusées.

La diminution des dépenses d'exploitation expliquée ci-dessus a plus que compensé la baisse des revenus autogénérés, qui est principalement attribuable à la morosité persistante du marché de la publicité télévisée.

Le résultat net en IFRS comprend des éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation dans la période considérée, comme il est expliqué plus en détail ci-après.

### RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

Le résultat d'exploitation sur une base courante du trimestre considéré correspond à une perte de 7,5 millions de dollars, qui est expliquée ci-dessus par l'évolution des revenus, des dépenses et des prélèvements du financement.

CBC/Radio-Canada définit le résultat d'exploitation sur une base courante comme le résultat net en IFRS diminué des ajustements pour les dépenses qui n'exigent pas le décaissement de fonds d'exploitation sur une période d'un an, et des ajustements pour les revenus qui ne génèrent pas de fonds d'exploitation sur une période d'un an. La direction se sert de cette mesure régulièrement pour suivre la performance de la Société et pour tenir le budget de la Société en équilibre constant avec les crédits parlementaires. Nous considérons qu'elle constitue une information complémentaire utile pour les lecteurs de nos rapports financiers, même s'il est vrai qu'elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et qu'il est peu probable qu'elle puisse être comparée avec les mesures présentées par d'autres entreprises.

Un ajustement est effectué pour éliminer les dépenses sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des autres avantages du personnel postérieurs à l'emploi, qui représentent l'excédent des dépenses calculées selon les IFRS sur les cotisations monétaires réelles de la période. Des ajustements concernent également d'autres éléments hors trésorerie, comme l'amortissement et la mise hors service d'immobilisations corporelles; l'amortissement du financement des immobilisations différé; et les congés annuels non budgétaires. D'autres postes moins significatifs principalement reliés aux avantages du personnel, auxquels des fonds ne sont pas affectés ou qui ne génèrent pas de fonds dans la période considérée, sont ajustés aux fins du rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante.

# REVENUS

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 30 juin		
	2016	2015	Écart en %
<b>Revenus publicitaires</b>			
Services anglais	25 963	26 688	(2,7)
Services français	28 134	30 310	(7,2)
	54 097	56 998	(5,1)
<b>Revenus d'abonnement</b>			
Services anglais	18 092	18 397	(1,7)
Services français	15 020	14 920	0,7
	33 112	33 317	(0,6)
<b>Revenus financiers et autres revenus</b>			
Services anglais	11 964	13 026	(8,2)
Services français	5 042	4 747	6,2
Services institutionnels	10 391	10 433	(0,4)
	27 397	28 206	(2,9)
<b>TOTAL</b>	<b>114 606</b>	<b>118 521</b>	<b>(3,3)</b>

Les revenus autogénérés tirés de nos activités courantes ont reculé de 3,9 millions de dollars (3,3 %) au premier trimestre de 2016-2017 comparativement à la même période de l'exercice précédent.

## REVENUS PUBLICITAIRES (▼ 5,1 %)

La diminution de 2,9 millions de dollars (5,1 %) des revenus publicitaires constatée ce trimestre est principalement attribuable au ralentissement persistant du marché de la publicité à la télévision traditionnelle au Canada, en baisse de 9 % pour la période d'avril à juin<sup>22</sup>. Outre l'affaiblissement du marché en général, le recul des auditoires dans le segment des téléspectateurs de 25 à 54 ans a tiré vers le bas les revenus enregistrés par les services généralistes des deux réseaux. Comme ce segment influence particulièrement les acheteurs de publicité média, nous suivons donc attentivement le marché et notre rendement dans ce segment.

La diminution constatée a été en partie compensée par une augmentation des revenus produits par les services numériques, favorisés par la vigueur des ventes de publicité programmatiques (c.-à-d. les ventes automatisées de publicité numérique) qui a perduré, surtout sur les marchés de langue anglaise.

## REVENUS D'ABONNEMENT (▼ 0,6 %)

Les revenus d'abonnement enregistrés ce trimestre sont en baisse de 0,2 million de dollars (0,6 %), comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Si ces revenus sont demeurés stables dans l'ensemble, les revenus d'abonnement de **CBC News Network**, d'**ICI ARTV** et d'**ICI RDI** ont diminué en raison des pertes d'abonnés. Les revenus d'abonnement des Services français et des Services anglais continuent de souffrir des tendances au désabonnement et à la réduction des services, en plus de ressentir les premiers effets des changements à la réglementation instaurés après l'instance *Parlons télé*.

Ces diminutions ont été en partie compensées par le rendement du forfait **EXTRA d'ICI Tou.tv**, dont le nombre d'abonnés a progressé de pratiquement 40 % en comparaison avec les trois premiers mois de 2015-2016, grâce en partie à la stratégie visant à offrir certaines primeurs en exclusivité aux abonnés.

## REVENUS FINANCIERS ET AUTRES REVENUS (▼ 2,9 %)

La diminution de 0,8 million de dollars (2,9 %) de nos revenus financiers et autres revenus au trimestre considéré tient principalement à des gains de change inférieurs, ainsi qu'à l'absence de revenus de location de nos actifs de production mobile, ceux-ci ayant été vendus en juin 2015.

<sup>22</sup>Source : ThinkTV

# DÉPENSES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 30 juin		
	2016	2015	Écart en %
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques			
Services anglais	178 882	186 171	(3,9)
Services français	149 713	152 422	(1,8)
	328 595	338 593	(3,0)
Autres dépenses d'exploitation			
Coûts de transmission, distribution et collecte	16 864	17 038	(1,0)
Administration nationale	2 560	2 525	1,4
Paiements aux stations privées	213	591	(64,0)
Charges financières	6 820	7 432	(8,2)
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	(781)	(1 371)	43,0
	25 676	26 215	(2,1)
<b>TOTAL</b>	<b>354 271</b>	<b>364 808</b>	<b>(2,9)</b>

Comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent, nos dépenses d'exploitation ont diminué de 10,5 millions de dollars (2,9 %) ce trimestre. Les principales variations constatées sont examinées ci-dessous.

## COÛTS DES SERVICES DE TÉLÉVISION, DE RADIO ET DES SERVICES NUMÉRIQUES (▼ 3,0 %)

La baisse de 10,0 millions de dollars (3,0 %) des **coûts des services de télévision, de radio et des services numériques** s'explique comme suit :

- La diminution de notre charge de retraite en raison de la mise à jour des hypothèses actuarielles.
- La baisse des coûts de programmation engagés ce trimestre, alors qu'au trimestre comparable de l'exercice précédent, les émissions diffusées avaient été plus coûteuses, surtout par les Services anglais. Même si les dépenses ont été moins élevées ce trimestre, nous produisons à l'heure actuelle du contenu à l'aide des crédits parlementaires additionnels qui nous ont été octroyés. Ces coûts seront reflétés dans nos dépenses au cours des trimestres à venir, lorsque les émissions seront diffusées.

Cette baisse a été partiellement compensée par :

- Les coûts additionnels engendrés par la couverture de l'actualité locale et internationale, où des événements spéciaux comme les feux de forêt de Fort McMurray ont mobilisé l'attention, et le lancement de l'émission d'affaires publiques *Remue-ménage* par les Services français.

## AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION (▼ 2,1 %)

Les autres dépenses d'exploitation ont reculé de 0,5 million de dollars (2,1 %) par rapport à celles du trimestre de comparaison. Voici les principales variations constatées :

Les **coûts de transmission, distribution et collecte** et les coûts de l'**administration nationale** sont demeurés stables par rapport à ceux du trimestre de comparaison.

La baisse des **paiements aux stations privées** de 0,4 million de dollars (64,0 %) comptabilisée ce trimestre résulte de la fin des conventions conclues avec deux stations affiliées en août 2015.

Conformément à nos attentes, nos **charges financières** ont continué de baisser.

Notre **quote-part du résultat de l'entreprise associée** a diminué de 0,6 million de dollars (43 %). Un dividende de 1,4 million de dollars a été reçu lors des deux trimestres considérés. Cependant, comme l'exigent les normes comptables, le dividende reçu ce trimestre a été comptabilisé en réduction de la valeur comptable de la participation. Le montant de 0,8 million de dollars comptabilisé en résultat ce trimestre représente notre quote-part du résultat de SiriusXM. Pour plus d'information concernant la vente en cours de notre participation dans SiriusXM, veuillez consulter la note 8 des états financiers consolidés trimestriels.

# FINANCEMENT PUBLIC

(en milliers de dollars canadiens)

Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement
Amortissement du financement des immobilisations différé
<b>TOTAL</b>

Pour les trois mois terminés le 30 juin		
2016	2015	Écart en %
199 000	144 000	38,2
1 000	1 000	-
23 126	24 163	(4,3)
<b>223 126</b>	<b>169 163</b>	<b>31,9</b>

Le **crédit parlementaire pour les activités d'exploitation** est comptabilisé en fonction des besoins en fonds de roulement, compte tenu des revenus et des dépenses budgétés pour la période. Le montant comptabilisé ce trimestre pour répondre à la croissance de nos besoins prévus dépasse de 55,0 millions de dollars celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Ce dernier était moins important qu'à la normale en raison de la forte position de trésorerie au début du trimestre, ce qui avait eu pour effet de retarder nos prélèvements. Le crédit parlementaire comptabilisé pour le trimestre reflète la saisonnalité de nos activités et les tendances historiques observées. À la suite de l'annonce faite en mars 2016 par le gouvernement fédéral voulant qu'il réinvestisse dans CBC/Radio-Canada, notre crédit parlementaire pour les activités d'exploitation devrait s'accroître de 75 millions de dollars en 2016-2017.

Le financement des immobilisations est comptabilisé à titre de **financement des immobilisations différé**. Il est amorti et comptabilisé comme revenu sur les mêmes périodes que celles où les immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées dans le cadre des activités de CBC/Radio-Canada. La diminution de 1,1 million de dollars rend compte de la moins-value de notre portefeuille d'actifs, étant donné que nous réduisons notre empreinte immobilière et que nous simplifions notre infrastructure.

## ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION

(en milliers de dollars canadiens)

Gain (perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles
<b>TOTAL</b>

Pour les trois mois terminés le 30 juin		
2016	2015	Écart en %
(1 402)	1 070	N. S.
<b>(1 402)</b>	<b>1 070</b>	<b>N. S.</b>

N. S. non significatif

La perte hors exploitation comptabilisée pour le trimestre considéré résulte des éléments suivants :

- une perte de valeur constatée au titre des actifs classés comme détenus en vue de la vente après la réévaluation à la baisse de la juste valeur estimée de certains actifs
- la mise hors service d'actifs dans le cours normal de nos activités

Un gain de faible importance provenant de la mise hors service d'actifs dans le cours normal de nos activités avait été comptabilisé au premier trimestre de l'exercice précédent.

## TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars canadiens)

<b>Résultat net de la période</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies
<b>Total du résultat global de la période</b>

Pour les trois mois terminés le 30 juin		
2016	2015	Écart en %
(17 941)	(76 054)	76,4
(53 470)	181 505	N. S.
<b>(71 411)</b>	<b>105 451</b>	<b>N. S.</b>

N. S. non significatif

Une perte de 71,4 millions de dollars a été comptabilisée au titre du total du résultat global dans le trimestre considéré, comparativement à un gain de 105,5 millions de dollars à la même période l'an dernier. Outre le résultat net, le total du résultat global comprend des réévaluations de nos régimes de retraite. Ces réévaluations surviennent quand les résultats réels ou les taux d'intérêt diffèrent des hypothèses actuarielles, entraînant d'importantes variations hors trésorerie des obligations et des actifs de nos régimes de retraite. Les variations sont comptabilisées immédiatement en autres éléments du résultat global dans chaque période de présentation de l'information financière.

Des réévaluations de nos régimes de retraite à prestations définies, qui ont eu pour effet d'augmenter l'obligation au titre des prestations de retraite correspondante, se sont traduites par une perte de 53,5 millions de dollars. Cette augmentation de l'obligation au titre des prestations de retraite s'explique par la révision à la baisse de 25 points de base du taux d'actualisation appliqué pour évaluer ce passif à long terme, laquelle a été compensée en partie par le rendement de l'actif du régime, qui a été supérieur aux estimations faisant partie de nos hypothèses actuarielles.

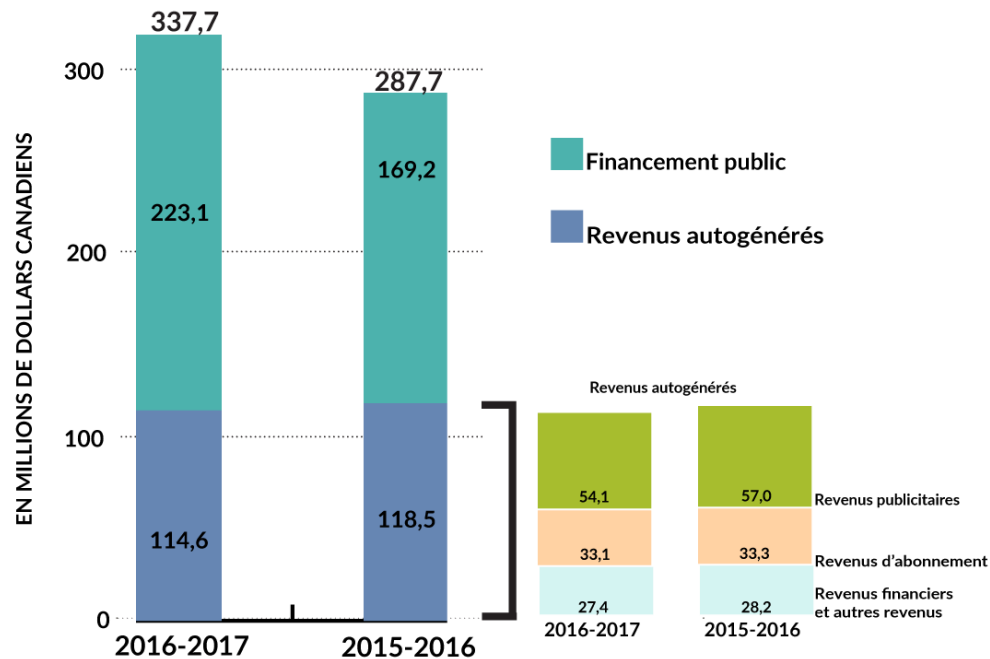
Au premier trimestre de l'exercice 2015-2016, des réévaluations de nos régimes de retraite à prestations définies ont donné lieu à un gain de 181,5 millions de dollars. Ce gain était attribuable à une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation appliqué pour évaluer notre passif à long terme, effet qui a été en partie compensé par un écart défavorable entre le rendement réel des actifs du régime et leur rendement estimé dans nos hypothèses actuarielles.



# RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

## RESSOURCES EN CAPITAL

Nous disposons de quatre sources de financement direct : les crédits parlementaires (pour les activités d'exploitation, le fonds de roulement et les dépenses en immobilisations), les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement, et les revenus financiers et autres revenus.



**Financement public (66 % des sources de financement en 2016-2017) :** Un financement public de 223,1 millions de dollars a été comptabilisé pendant le trimestre, y compris 23,1 millions de dollars attribuables à l'amortissement du financement des immobilisations différé. En mars 2016, le gouvernement fédéral a annoncé un important réinvestissement dans CBC/Radio-Canada sous la forme d'une injection supplémentaire de 75 millions de dollars en 2016-2017 et de 150 millions de dollars par an par la suite, à titre permanent.

**Revenus publicitaires (16 % des sources de financement en 2016-2017) :** Comprend la vente d'espace publicitaire sur nos chaînes de télévision généralistes et spécialisées, sur les ondes de CBC Radio 2, d'ICI Musique et sur d'autres plateformes. La proportion des revenus publicitaires par rapport au total des revenus autogérés et des sources de financement a diminué en raison du marché qui se détourne de plus en plus des plateformes publicitaires traditionnelles.

**Revenus d'abonnement (10 % des sources de financement en 2016-2017) :** Revenus d'abonnement de nos services spécialisés – CBC News Network, *documentary*, ICI EXPLORA, ICI ARTV, ICI RDI, le nouveau forfait EXTRA d'ICI Tou.tv et Curio.ca. Les revenus d'abonnement continuent d'être affectés par la tendance au désabonnement et les effets de changements récents à la réglementation instaurés par le CRTC (forfait de télévision de base abordable, petits forfaits de télévision et chaînes de télévision à la carte).

**Revenus financiers et autres revenus (8 % des sources de financement en 2016-2017) :** Comprennent les revenus issus d'activités telles que la location d'actifs immobiliers, la location d'espaces aux sites d'émetteurs, les services de diffuseur hôte, les contributions du Fonds des médias du Canada et la vente d'émissions.

### PLAN D'EMPRUNT

L'article 46.1 de la *Loi sur la radiodiffusion* accorde à CBC/Radio-Canada le pouvoir de contracter des emprunts ne dépassant pas 220,0 millions de dollars, ou des emprunts de tout montant supérieur autorisés par le Parlement, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances. Le paragraphe 54(3.1) de la *Loi* stipule que notre plan d'emprunt doit être inclus dans notre Plan d'entreprise. Les emprunts visant à financer le fonds de roulement sont interdits.

En vertu du paragraphe 47(1) de la *Loi sur la radiodiffusion*, la Société a la qualité de mandataire de Sa Majesté et, de ce fait, jouit des mêmes immunités, privilèges et prérogatives constitutionnels que Sa Majesté (l'État). Sa Majesté, ou l'État, est aussi entièrement responsable de toutes nos actions et décisions lorsque nous exécutons notre mandat, et elle en assume tous les risques financiers. En d'autres mots, les actifs et les passifs de la Société sont les actifs et les passifs de l'État.

# SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

Pour financer nos activités d'exploitation, y compris nos besoins en capitaux afin d'évoluer dans un environnement à forte composante technologique, nous dépendons des crédits parlementaires que nous recevons du gouvernement et des revenus que nous tirons de nos activités commerciales. Nos principales sources de liquidités sont les crédits parlementaires qui nous sont versés pour financer nos activités d'exploitation, nos immobilisations et notre fonds de roulement, ainsi que nos revenus autogénérés de provenances diverses, dont la vente de publicité sur l'ensemble de nos plateformes.

Notre solde de trésorerie s'élevait à 83,9 millions de dollars au 30 juin 2016, comparativement à 156,5 millions de dollars au 31 mars 2016. Les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2016 sont résumés ci-dessous.

## POSITION DE TRÉSORERIE

	Pour les trois mois terminés le 30 juin		
	2016	2015	Écart en %
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>			
<b>Trésorerie – Début de l'exercice</b>	156 465	214 884	(27,2)
<b>Variations de la période</b>			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(57 023)	(90 105)	36,7
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(25 434)	(25 323)	(0,4)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	9 940	350	N. S.
<b>Écart net</b>	<b>(72 517)</b>	<b>(115 078)</b>	<b>37,0</b>
<b>Trésorerie – Fin de la période</b>	<b>83 948</b>	<b>99 806</b>	<b>(15,9)</b>

N. S. non significatif

### Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation du trimestre ont été inférieures de 33,1 millions de dollars à celles du trimestre de comparaison de 2015-2016. L'écart s'explique principalement par les prélèvements plus importants sur le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation, en hausse de 55,0 millions de dollars ce trimestre. Ces écarts sont principalement attribuables au moment où les prélèvements sur le crédit parlementaire ont été effectués. Au premier trimestre de 2015-2016, nos sorties de trésorerie ont été inhabituellement élevées parce que nous avons reporté les prélèvements sur le crédit d'exploitation. Nous avons préféré utiliser d'abord des fonds provenant de plusieurs événements ponctuels de l'exercice précédent.

L'augmentation des prélèvements sur le financement comptabilisés ce trimestre a été compensée en partie par la hausse des besoins en fonds de roulement, notamment au titre de l'inventaire de programmation, dont le solde était plus important qu'au 30 juin 2015.

### Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les activités de financement ont donné lieu à des sorties de trésorerie stables. Les sorties de trésorerie liées à des activités de financement pour les deux trimestres présentés ci-dessus ont trait à des paiements effectués à des titres variés :

- intérêts
- remboursements des obligations émises par la Fiducie du Centre canadien de radiodiffusion
- effets à payer
- obligation au titre de contrats de location-financement

### Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Les activités d'investissement ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 9,9 millions de dollars dans le trimestre considéré, contre 0,4 million de dollars en 2015-2016. Les principaux facteurs à l'origine de cet écart sont :

- les prélèvements sur le crédit parlementaire pour le financement des immobilisations (20,0 millions de dollars en 2016-2017 contre 10,0 millions de dollars en 2015-2016)
- une baisse de 6,3 millions de dollars des sorties au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles, attribuable au regroupement de nos activités à Halifax et à Moncton qui avait donné lieu à passablement d'activités au premier trimestre de 2015-2016

Précisons de plus que les sorties de trésorerie comptabilisées au premier trimestre de l'exercice précédent avaient été partiellement compensées par le produit de la vente d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 7,3 millions de dollars, et provenant principalement de la vente de nos actifs de production mobile.

# LE POINT SUR LES RISQUES

En tant que radiodiffuseur public national du Canada, CBC/Radio-Canada occupe une place importante au sein du système canadien de radiodiffusion et fait face à des risques uniques sur le plan de la planification et de l'exploitation. Comme tous les radiodiffuseurs, la Société doit s'adapter aux changements technologiques, à l'évolution démographique, aux exigences changeantes des consommateurs, ainsi qu'aux changements structurels qui surviennent dans l'industrie. Ayant en vertu de la loi le mandat de servir tous les Canadiens, CBC/Radio-Canada doit composer également avec les attentes du public et des défis financiers uniques.

CBC/Radio-Canada a pour politique de concevoir, de mettre en œuvre et d'appliquer un cadre de gestion des risques afin de s'assurer que les risques et les possibilités qui touchent les stratégies, les objectifs et les activités de la Société sont déterminés, évalués et gérés de façon appropriée.

Outre les points décrits ci-dessous, notre profil de risque n'a subi aucun changement important depuis la fin de l'exercice précédent. Pour un examen plus approfondi des risques, des conséquences possibles et des mesures d'atténuation, veuillez vous reporter au Rapport annuel de 2015-2016.

## REPLACEMENT ET OPTIMISATION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER

Nous avons évalué nos options en ce qui touche le Centre canadien de radiodiffusion de Toronto, et nous en avons conclu que CBC/Radio-Canada demeurerait propriétaire de l'immeuble. Afin de réduire l'empreinte immobilière de nos services dans ce bâtiment, nous appliquerons une stratégie consistant à louer à des tiers des espaces excédentaires qui représentent environ 500 000 pieds carrés.

## RELATIONS ET NÉGOCIATIONS AVEC LES SYNDICATS

L'audience devant la Cour d'appel fédérale sur la fusion des deux unités de négociation de Radio-Canada doit avoir lieu le 13 septembre 2016. D'ici là, les négociations se poursuivent avec les deux unités de négociation.



L'intersection de Prospect Drive et Siltstone Place à Timberlea, Fort McMurray, en Alberta. (Photo : Briar Stewart, CBC)

# PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

## NORMES COMPTABLES FUTURES

Des informations relatives aux changements comptables qui prendront effet pendant l'exercice 2016-2017 et aux prises de position comptables publiées qui entreront en vigueur dans les années à venir sont présentées à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

## PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS IMPORTANTS

Le compte rendu de notre situation financière et de notre résultat d'exploitation repose sur nos états financiers consolidés résumés intermédiaires, qui ont été préparés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales estimations comptables et les jugements importants sont présentés dans les différentes notes de nos états financiers consolidés annuels.

## TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

### PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Aucun changement important n'a été apporté à notre participation dans Sirius XM Canada Holdings Inc. (SiriusXM) pendant la période considérée.

### TRANSACTIONS AVEC DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES

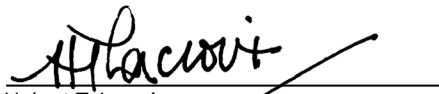
Comme il est indiqué à la note 10, nous avons versé des cotisations à titre d'employeur à nos régimes à prestations définies, auxquels nous avons également fourni des services de gestion et d'administration.



# DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés.



Hubert T. Lacroix,

Président-directeur général



Judith Purves,

Vice-présidente principale et  
chef de la direction financière

Ottawa, Canada

Le 25 août 2016





# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Rapport financier du premier trimestre 2016-2017

# TABLE DES MATIÈRES - ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES (NON AUDITÉ)

	Pages
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	24
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT .....	25
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT GLOBAL.....	25
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	26
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE .....	27
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LE PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016 .....	28
1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	28
2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES.....	28
3. CHANGEMENTS NOUVEAUX ET FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES.....	30
4. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES .....	31
5. PROGRAMMATION .....	31
6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES .....	32
7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	33
8. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE.....	33
9. PROVISIONS .....	34
10. PASSIFS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL .....	35
11. REVENUS.....	37
12. FINANCEMENT PUBLIC.....	38
13. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT .....	38
14. INSTRUMENTS FINANCIERS .....	39
15. PARTIES LIÉES .....	40
16. ENGAGEMENTS .....	40



# ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)

	NOTE	30 juin 2016	31 mars 2016
<b>ACTIF</b>			
<b>Courant</b>			
Trésorerie		83 948	156 465
Créances clients et autres créances	4	127 043	136 370
Programmation	5	302 656	237 827
Stock de marchandisage		44	258
Charges payées d'avance		35 295	38 568
Billets à recevoir		2 697	2 651
Investissement dans un contrat de location-financement		3 011	2 960
Instruments financiers dérivés	14	143	151
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	6	2 659	3 483
		<b>557 496</b>	<b>578 733</b>
<b>Non courant</b>			
Immobilisations corporelles	6	872 185	885 069
Immobilisations incorporelles	7	29 018	28 757
Actifs sous contrats de location-financement		18 720	20 596
Actif au titre du régime de retraite	10	84 007	145 406
Programmation	5	102 484	107 629
Billets à recevoir		40 190	40 877
Investissement dans un contrat de location-financement		43 647	44 419
Charges différées		18 297	17 274
Participation dans une entreprise associée	8	1 906	2 496
		<b>1 210 454</b>	<b>1 292 523</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>1 767 950</b>	<b>1 871 256</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Courant</b>			
Créditeurs et charges à payer		82 580	112 512
Provisions	9	25 226	24 556
Passif au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	10	142 850	121 561
Passif de programmation		15 151	15 151
Dette obligataire		17 993	22 269
Obligations au titre de contrats de location-financement		11 690	11 476
Effets à payer		7 465	8 523
Revenus différés		28 205	25 729
Instruments financiers dérivés	14	170	159
		<b>331 330</b>	<b>341 936</b>
<b>Non courant</b>			
Revenus différés		26 817	32 851
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	10	245 864	239 651
Passif de programmation		28 962	33 184
Dette obligataire		229 249	236 851
Obligations au titre de contrats de location-financement		13 568	16 581
Effets à payer		90 278	93 784
Financement des immobilisations différé	12	528 169	531 295
		<b>1 162 907</b>	<b>1 184 197</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Résultats non distribués		273 218	344 628
Total des capitaux propres attribuables à la Société		<b>273 218</b>	<b>344 628</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		495	495
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>273 713</b>	<b>345 123</b>
<b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>1 767 950</b>	<b>1 871 256</b>

Engagements (NOTE 16)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
		2016	2015
<b>REVENUS</b>			
	11		
Publicité		54 097	56 998
Revenus d'abonnement		33 112	33 317
Autres revenus		24 872	25 448
Revenus financiers		2 525	2 758
		<b>114 606</b>	<b>118 521</b>
<b>DÉPENSES</b>			
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques		328 595	338 593
Coûts de transmission, distribution et collecte		16 864	17 038
Administration nationale		2 560	2 525
Paiements aux stations privées		213	591
Charges financières		6 820	7 432
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	8	(781)	(1 371)
		<b>354 271</b>	<b>364 808</b>
<b>Perte d'exploitation avant financement public et éléments hors exploitation</b>		<b>(239 665)</b>	<b>(246 287)</b>
<b>FINANCEMENT PUBLIC</b>	12		
Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation		199 000	144 000
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement		1 000	1 000
Amortissement du financement des immobilisations différé		23 126	24 163
		<b>223 126</b>	<b>169 163</b>
<b>Résultat net avant éléments hors exploitation</b>		<b>(16 539)</b>	<b>(77 124)</b>
<b>ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION</b>			
Gain (perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	6, 7	(1 402)	1 070
		<b>(1 402)</b>	<b>1 070</b>
<b>Résultat net de la période</b>		<b>(17 941)</b>	<b>(76 054)</b>
<b>Résultat net attribuable :</b>			
À la Société		(17 940)	(76 073)
Aux participations ne donnant pas le contrôle		(1)	19
		<b>(17 941)</b>	<b>(76 054)</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
		2016	2015
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>			
<b>Résultat net de la période</b>		(17 941)	(76 054)
<b>Autres éléments du résultat global - non reclassés ultérieurement dans le résultat net</b>			
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	(53 470)	181 505
<b>Total du résultat global de la période</b>		<b>(71 411)</b>	<b>105 451</b>
<b>Total du résultat global attribuable :</b>			
À la Société		(71 410)	105 432
Aux participations ne donnant pas le contrôle		(1)	19
		<b>(71 411)</b>	<b>105 451</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ)

	NOTE	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
<b>Solde au 31 mars 2016</b>		344 628	495	345 123
<b>Variations de la période</b>				
Résultat net de la période		(17 940)	(1)	(17 941)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	(53 470)	-	(53 470)
<b>Total du résultat global pour la période</b>		<b>(71 410)</b>	<b>(1)</b>	<b>(71 411)</b>
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	1	1
<b>Solde au 30 juin 2016</b>		<b>273 218</b>	<b>495</b>	<b>273 713</b>

	NOTE	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
<b>Solde au 31 mars 2015</b>		375 976	541	376 517
<b>Variations de la période</b>				
Résultat net de la période		(76 073)	19	(76 054)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	181 505	-	181 505
<b>Total du résultat global pour la période</b>		<b>105 432</b>	<b>19</b>	<b>105 451</b>
<b>Solde au 30 juin 2015</b>		<b>481 408</b>	<b>560</b>	<b>481 968</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
		2016	2015
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX)</b>			
<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>			
Résultat net de la période		(17 941)	(76 054)
Ajustements :			
(Gain) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	6, 7	1 402	(1 070)
Revenus financiers		(2 525)	(2 758)
Charges financières		6 820	7 432
Variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	14	19	186
Amortissement des immobilisations corporelles	6	25 267	25 789
Amortissement des immobilisations incorporelles	7	1 591	1 636
Amortissement d'actifs sous contrat de location-financement		1 876	1 898
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	8	(781)	(1 371)
Variation des charges différées		(1 023)	347
Variation de l'actif de programmation [non courant]	5	5 742	6 099
Variation du passif de programmation [non courant]	5	(4 547)	(5 235)
Amortissement du financement des immobilisations différé	12	(23 126)	(24 163)
Variation des revenus différés [non courant]		(6 336)	(6 839)
Variation de l'actif du régime de retraite [non courant]	10	61 399	(152 900)
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [courant]	10	8 498	10 017
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [non courant]	10	(47 257)	170 782
Accroissement des billets à recevoir		(5)	(5)
Variations du fonds de roulement	13	(66 096)	(43 896)
		<b>(57 023)</b>	<b>(90 105)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
Remboursement des obligations au titre de contrats de location-financement		(2 799)	(2 548)
Remboursement de la dette obligataire		(7 060)	(6 557)
Remboursement d'effets à payer		(3 367)	(3 214)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		1	-
Intérêts payés		(12 209)	(13 004)
		<b>(25 434)</b>	<b>(25 323)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>			
Crédit parlementaire pour le financement des immobilisations	12	20 000	10 000
Acquisition d'immobilisations corporelles	6	(11 994)	(18 258)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	7	(2 916)	(3 685)
Produit net de la vente d'immobilisations corporelles	6	96	7 328
Recouvrement des billets à recevoir		639	597
Recouvrement de créances au titre de contrats de location-financement		677	631
Dividendes reçus	8	1 371	1 371
Intérêts reçus		2 067	2 366
		<b>9 940</b>	<b>350</b>
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>(72 517)</b>	<b>(115 078)</b>
<b>Trésorerie, début de la période</b>		<b>156 465</b>	<b>214 884</b>
<b>Trésorerie, fin de la période</b>		<b>83 948</b>	<b>99 806</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LE PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016 (NON AUDITÉ)

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

CBC/Radio-Canada (la Société) a été constituée en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* de 1936. Société d'État fédérale domiciliée au Canada, la Société est un mandataire de Sa Majesté, et tous les actifs et passifs sont ceux de l'État. Son siège social est situé au 181, rue Queen, Ottawa (Ontario) K1P 1K9. La Société rend compte de ses activités au Parlement par l'entremise du ministre du Patrimoine canadien. Conformément au paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, elle n'est pas visée par certains articles des sections I à IV de la partie X de cette *Loi*.

À titre de radiodiffuseur public national, la Société offre, dans les deux langues officielles, des services de radio, des services de télévision et des services numériques présentant une programmation principalement et typiquement canadienne, afin de refléter la globalité canadienne et de rendre compte de la diversité régionale du pays, à l'intention des auditoires nationaux et régionaux.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### A. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

La Société a préparé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* qui exige de la plupart des sociétés d'État mères qu'elles établissent et rendent public un rapport financier trimestriel conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires répondent également aux exigences de la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par le Conseil des normes comptables (CNC).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas été audités ou révisés par l'auditeur externe de la Société. Ils ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 25 août 2016.

### B. BASE DE PRÉPARATION

#### *Base de présentation*

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont des états résumés, comme le permet IAS 34. À ce titre, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises dans un jeu complet d'états financiers. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont destinés à actualiser les informations fournies dans le plus récent jeu complet d'états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2016. En conséquence, ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice terminé à cette date.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis selon une comptabilité au coût historique, sauf autorisation contraire des IFRS et indication contraire aux présentes notes.

Les méthodes comptables appliquées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont conformes à celles qui ont été indiquées dans les états financiers consolidés annuels audités de la Société, sauf en ce qui concerne les méthodes prévues pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations à compter du nouvel exercice de la Société le 1<sup>er</sup> avril 2016. À moins d'indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées uniformément à toutes les périodes considérées.

#### *Monnaie fonctionnelle et de présentation*

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société et la monnaie fonctionnelle des entités qu'elle consolide.

### **Saisonnalité**

Exclusion faite des crédits parlementaires, environ 50 % des revenus autogénérés de la Société proviennent de revenus publicitaires ayant tendance à suivre un cycle saisonnier, ceux du deuxième trimestre étant habituellement les moins élevés en raison de la baisse des cotes d'écoute durant la saison estivale. Les revenus publicitaires tendent également à varier en fonction des conditions du marché et de l'économie en général ainsi qu'en fonction de la grille de programmation. Par opposition, les revenus d'abonnement sont plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier lié aux variations de la grille de programmation.

### **Périmètre de consolidation**

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les comptes de la Société, de ses filiales – ARTV et The Documentary Channel (*documentary*) – et de deux entités structurées (la Fiducie du Centre canadien de radiodiffusion et la Fiducie de monétisation de CBC/Radio-Canada).

### **Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants**

Pour préparer les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, la direction doit faire des estimations, formuler des hypothèses et porter des jugements qui ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la date de ces états, ainsi que sur la valeur des revenus et des charges présentés dans la période. Elle doit également fournir toutes les informations s'y rapportant.

La direction revoit régulièrement les estimations et tout changement est comptabilisé de façon prospective et inclus dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la période du changement, si le changement ne concerne que cette période, ou de la période du changement et des périodes ultérieures, si celles-ci sont également concernées par le changement. Les chiffres réels pourraient différer de façon importante de ces estimations. De même, les jugements importants sont revus à chaque période de présentation de l'information financière.

Les principales estimations ou les jugements importants de la Société n'ont fait l'objet d'aucun changement depuis la publication des derniers états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2016.

### 3. CHANGEMENTS NOUVEAUX ET FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES

#### A. ADOPTION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES

La Société a adopté et appliqué la nouvelle prise de position suivante publiée par l'IASB ou par l'IFRS Interpretations Committee le 1<sup>er</sup> avril 2016.

NORME	DESCRIPTION	INCIDENCE	ENTRÉE EN VIGUEUR
Modifications à IAS 1 <i>Présentation des états financiers – Initiative concernant les informations à fournir</i>	Modifications publiées pour améliorer la présentation des états financiers et la communication d'informations dans les états, dans le but de réduire la quantité d'informations non significatives fournies par voie de notes.	L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence notable.	1 <sup>er</sup> janvier 2016, application prospective

#### B. CHANGEMENTS FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES

L'IASB a publié de nouvelles normes et des modifications aux normes publiées mais non encore entrées en vigueur (et donc non appliquées au 30 juin 2016) susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société. À la date des présents états financiers, la Société ne prévoit pas appliquer par anticipation les normes et modifications suivantes :

NORME	DESCRIPTION	INCIDENCE	ENTRÉE EN VIGUEUR
IFRS 9 <i>Instruments financiers</i>	Norme remplaçant IAS 39, <i>Instruments financiers : comptabilisation et évaluation</i> , et toutes les versions antérieures d'IFRS 9. Classement, évaluation et communication des instruments financiers d'une entité selon son mode de gestion de ses instruments financiers dans le cadre de son modèle économique et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ses actifs et passifs financiers. Comprend un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues et une approche sensiblement réformée de la comptabilité de couverture.	La Société examine actuellement la norme pour déterminer l'impact potentiel, le cas échéant.	1 <sup>er</sup> janvier 2018, application rétrospective sous réserve de certaines exceptions
IFRS 15 <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i> et clarification d'IFRS 15 <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i>	Norme remplaçant IAS 18, <i>Produits des activités ordinaires</i> , et IAS 11, <i>Contrats de construction</i> , et les interprétations afférentes dès son entrée en vigueur. Elle renferme des directives sur la comptabilisation des produits tirés de contrats conclus avec des clients, y compris les accords de prestations multiples et les transactions qui n'avaient pas été complètement traitées auparavant, et améliore les informations à fournir sur les produits. Une entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires au moment où elle transfère les biens et les services à un client, et selon un montant correspondant à la contrepartie qu'elle prévoit recevoir du client. Biens ou services transférés lorsque le client en obtient le contrôle. Communication de nombreuses informations qualitatives et quantitatives nouvelles pour aider les utilisateurs des états financiers à comprendre la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires.	La Société examine actuellement la norme modifiée en avril 2016 par l'IASB pour déterminer l'impact potentiel.	1 <sup>er</sup> janvier 2018, application rétrospective incluant certaines mesures de simplification
IFRS 16 <i>Contrats de location</i>	Norme remplaçant IAS 17, <i>Contrats de location</i> , et les interprétations afférentes. Élimination de la distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple du point de vue du preneur, de sorte que tous les contrats de location sont traités comme des contrats de location-financement en application d'IAS 17. Devrait entraîner une augmentation des actifs loués et des passifs financiers. Du point de vue du bailleur, le traitement comptable demeure essentiellement le même et la distinction entre contrats de location-financement et contrats de location simple reste inchangée.	La Société examine actuellement la norme pour déterminer l'impact potentiel.	1 <sup>er</sup> janvier 2019, application rétrospective incluant certaines mesures de simplification
Modifications à IAS 7 <i>Tableau des flux de trésorerie</i>	Modifications publiées portant sur l'obligation de rapprocher les soldes d'ouverture et de clôture de chaque poste pour lequel des flux de trésorerie ont été ou seraient classés comme des flux de trésorerie liés aux activités de financement, à l'exclusion des postes de capitaux propres. Divulgaration d'informations supplémentaires au sujet des propos qui sont pertinents à la compréhension de la trésorerie d'une entité, tels que les restrictions qui affectent les décisions d'une entité à utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	La Société examine actuellement la norme pour déterminer l'impact potentiel, le cas échéant.	1 <sup>er</sup> janvier 2017, application prospective

## 4. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	30 juin 2016	31 mars 2016
Créances clients	112 815	123 121
Provision pour créances douteuses	(2 023)	(2 058)
Autres	16 251	15 307
	<b>127 043</b>	<b>136 370</b>

Les créances clients ci-dessus comprennent des créances (voir tableau A ci-dessous) en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a comptabilisé aucune provision pour créances douteuses parce qu'il n'y a pas eu de changement important dans la solvabilité du débiteur et qu'elle estime être encore en mesure de recouvrer les sommes dues.

### A. ANCIENNETÉ DES CRÉANCES CLIENTS EN SOUFFRANCE, MAIS NON DÉPRÉCIEES

	30 juin 2016	31 mars 2016
31 à 60 jours	20 415	35 314
61 à 90 jours	13 990	673
Plus de 90 jours	19 941	13 874
<b>Total</b>	<b>54 346</b>	<b>49 861</b>

### B. VARIATION DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

	30 juin 2016	31 mars 2016
Solde d'ouverture	(2 058)	(2 683)
Montants irrécouvrables sortis pendant la période	11	571
Reprises de pertes de valeur comptabilisées sur les créances	125	1 113
Augmentation nette de la provision pour tenir compte des nouvelles dépréciations	(101)	(1 059)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>(2 023)</b>	<b>(2 058)</b>

## 5. PROGRAMMATION

### A. PROGRAMMATION PAR CATÉGORIE

	30 juin 2016	31 mars 2016
Émissions achevées	64 804	61 076
Émissions en cours de production	133 795	63 524
Droits de diffusion des émissions disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	104 057	113 227
	<b>302 656</b>	<b>237 827</b>
Droits de diffusion des émissions non disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	102 484	107 629
	<b>405 140</b>	<b>345 456</b>

### B. VARIATION DE LA PROGRAMMATION

	30 juin 2016	31 mars 2016
Solde d'ouverture	345 456	310 290
Acquisitions	296 712	990 842
Émissions diffusées	(237 028)	(955 676)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>405 140</b>	<b>345 456</b>

Les sorties au titre de la programmation incluses sous la ligne « Émissions diffusées » du tableau ci-dessus représentent, pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016, 0,2 million de dollars (0,3 million de dollars en 2015). Elles sont essentiellement le fait de projets abandonnés, d'émissions qui ne se prêtent pas à la télédiffusion, ou encore d'émissions pilotes qui ne donnent pas lieu à une série.



## 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

### A. COÛT ET AMORTISSEMENT CUMULÉ

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
<b>Coût au 31 mars 2016</b>	174 306	555 422	63 878	1 075 623	147 203	39 970	2 056 402
Acquisitions	-	-	-	3 115	1 908	6 971	11 994
Transferts (Référer à la note 7)	-	2 231	(111)	5 094	1 981	(8 134)	1 061
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-	-	-
Sorties et amortissements complets	8	(817)	-	(10 812)	(1 635)	(31)	(13 287)
<b>Coût au 30 juin 2016</b>	<b>174 314</b>	<b>556 836</b>	<b>63 767</b>	<b>1 073 020</b>	<b>149 457</b>	<b>38 776</b>	<b>2 056 170</b>
Amortissement cumulé au 31 mars 2016	-	(234 131)	(32 799)	(796 491)	(107 912)	-	(1 171 333)
Amortissement pour la période	-	(7 749)	(932)	(13 586)	(3 000)	-	(25 267)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	717	-	10 322	1 576	-	12 615
<b>Amortissement cumulé au 30 juin 2016</b>	<b>-</b>	<b>(241 163)</b>	<b>(33 731)</b>	<b>(799 755)</b>	<b>(109 336)</b>	<b>-</b>	<b>(1 183 985)</b>
<b>Value comptable nette au 30 juin 2016</b>	<b>174 314</b>	<b>315 673</b>	<b>30 036</b>	<b>273 265</b>	<b>40 121</b>	<b>38 776</b>	<b>872 185</b>

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
<b>Coût au 31 mars 2015</b>	174 552	553 585	53 253	1 129 557	139 591	42 034	2 092 572
Acquisitions	-	10	-	11 390	4 998	76 240	92 638
Transferts (Référer à la note 7)	6	14 237	10 625	46 746	11 588	(78 304)	4 898
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(257)	(5 472)	-	-	-	-	(5 729)
Sorties et amortissement complets	5	(6 938)	-	(112 070)	(8 974)	-	(127 977)
<b>Coût au 31 mars 2016</b>	<b>174 306</b>	<b>555 422</b>	<b>63 878</b>	<b>1 075 623</b>	<b>147 203</b>	<b>39 970</b>	<b>2 056 402</b>
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	-	(209 726)	(28 864)	(847 406)	(103 824)	-	(1 189 820)
Amortissement pour la période	-	(30 461)	(3 935)	(56 097)	(11 749)	-	(102 242)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	2 790	-	-	-	-	2 790
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	3 266	-	107 012	7 661	-	117 939
<b>Amortissement cumulé au 31 mars 2016</b>	<b>-</b>	<b>(234 131)</b>	<b>(32 799)</b>	<b>(796 491)</b>	<b>(107 912)</b>	<b>-</b>	<b>(1 171 333)</b>
<b>Valeur comptable nette au 31 mars 2016</b>	<b>174 306</b>	<b>321 291</b>	<b>31 079</b>	<b>279 132</b>	<b>39 291</b>	<b>39 970</b>	<b>885 069</b>

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'établissent à 37,3 millions de dollars au 30 juin 2016 (21,0 millions de dollars au 31 mars 2016).

### B. DÉPRÉCIATION ET AUTRES CHARGES

Au premier trimestre de 2016-2017, une perte de valeur de 0,8 M\$ (zéro en 2015) a été comptabilisée au titre de certains actifs classés comme détenus en vue de la vente dans l'État consolidé résumé du résultat. Aucune perte de valeur n'a été reprise pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2016 (zéro en 2015).

### C. ACTIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

En conformité avec le plan financier de la Société qui prévoit notamment la réduction de son empreinte immobilière, plusieurs actifs immobiliers étaient classés, à des fins comptables au 30 juin 2016, comme détenus en vue de la vente, pour une valeur comptable totale de 2,7 millions de dollars (3,5 millions de dollars au 31 mars 2016). Ces actifs devraient être vendus individuellement au cours des douze prochains mois.

### D. SORTIES

Aucune immobilisation corporelle n'a fait l'objet d'une sortie importante au premier trimestre de 2016-2017.

D'autres pertes et gains nets pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2016 sont attribuables à la sortie ou au remplacement d'équipements dans le cycle normal de renouvellement des actifs de la Société.

## 7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Logiciels développés à l'interne		Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés		Total
<b>Coût au 31 mars 2016</b>	140 760		32 191		12 903	<b>185 854</b>
Acquisitions	-		209		2 707	<b>2 916</b>
Transferts (Référer à la note 6)	387		1 237		(2 685)	<b>(1 061)</b>
Sorties et amortissements complets	-		(46)		-	<b>(46)</b>
<b>Coût au 30 juin 2016</b>	<b>141 147</b>		<b>33 591</b>		<b>12 925</b>	<b>187 663</b>
Amortissement cumulé au 31 mars 2016	(137 827)		(19 270)		-	<b>(157 097)</b>
Amortissement pour la période	(322)		(1 269)		-	<b>(1 591)</b>
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-		43		-	<b>43</b>
<b>Amortissement cumulé au 30 juin 2016</b>	<b>(138 149)</b>		<b>(20 496)</b>		<b>-</b>	<b>(158 645)</b>
<b>Valeur comptable nette au 30 juin 2016</b>	<b>2 998</b>		<b>13 095</b>		<b>12 925</b>	<b>29 018</b>

	Logiciels développés à l'interne		Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés		Total
<b>Coût au 31 mars 2015</b>	140 594		26 602		9 499	<b>176 695</b>
Acquisitions	-		251		14 902	<b>15 153</b>
Transferts (Référer à la note 6)	681		5 919		(11 498)	<b>(4 898)</b>
Sorties et amortissements complets	(515)		(581)		-	<b>(1 096)</b>
<b>Coût au 31 mars 2016</b>	<b>140 760</b>		<b>32 191</b>		<b>12 903</b>	<b>185 854</b>
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	(137 090)		(14 281)		-	<b>(151 371)</b>
Amortissement pour la période	(1 252)		(5 132)		-	<b>(6 384)</b>
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	515		143		-	<b>658</b>
<b>Amortissement cumulé au 31 mars 2016</b>	<b>(137 827)</b>		<b>(19 270)</b>		<b>-</b>	<b>(157 097)</b>
<b>Valeur comptable nette au 31 mars 2016</b>	<b>2 933</b>		<b>12 921</b>		<b>12 903</b>	<b>28 757</b>

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée ou reprise pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2016 (zéro en 2015).

## 8. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

SiriusXM, une entreprise de radio par satellite située et domiciliée au Canada, offre à la population canadienne des contenus diversifiés par abonnement, dont six chaînes qui diffusent la programmation de la Société.

La date de clôture de l'exercice de SiriusXM est le 31 août et ne coïncide pas avec celle de la Société. La norme IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, prescrit que l'écart entre la date de clôture d'une entreprise associée et celle de l'investisseur ne doit pas être supérieur à trois mois. Conformément à cette exigence, la Société a inclus les résultats intermédiaires de SiriusXM qui lui reviennent dans ses résultats pour la période allant jusqu'au 31 mai 2016, en phase avec les dernières informations fournies par SiriusXM qui peuvent être rendues publiques. IAS 28 prescrit également un ajustement au résultat pour toute transaction importante qui survient pendant la période en question. Aucun rajustement de ce type n'a été nécessaire pour le trimestre terminé le 30 juin 2016 (aucun en 2015).

Le tableau suivant résume l'information financière sur la participation de la Société dans l'entité émettrice (SiriusXM) comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence au 30 juin :

	Participation <sup>(1)</sup>		Droit de vote		Juste valeur <sup>(2)</sup>		Valeur comptable		Dividendes reçus <sup>(3)</sup>	
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2016	30 juin 2015
SiriusXM	10,15 %	10,15 %	9,63 %	9,64 %	59.7 M\$	60.5 M\$	1 906	2 496	1.4 M\$	1.4 M\$

<sup>(1)</sup>Au 30 juin 2016, la société détenait 13 056 787 actions à droit de vote subalterne de catégorie A de SiriusXM.

<sup>(2)</sup>La valeur cotée (juste valeur) était basée sur des prix cotés non rajustés sur les marchés actifs (niveau 1).

<sup>(3)</sup>La politique de distribution de SiriusXM prévoit le versement de dividendes trimestriels et, selon le bon vouloir de l'entreprise, de dividendes spéciaux. Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016, SiriusXM n'a pas versé de dividendes spéciaux (aucun en 2015).

Les informations financières résumées ci-dessus sont rapprochées avec les valeurs comptables de SiriusXM figurant dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière, comme suit :

	30 juin 2016	31 mars 2016
Solde d'ouverture	2 496	-
Quote-part du résultat de l'entreprise associée <sup>(1)</sup>	781	7 980
Dividendes reçus <sup>(1)</sup>	(1 371)	(5 484)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>1 906</b>	<b>2 496</b>

<sup>(1)</sup> Les dividendes reçus pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2016 ont totalisé 1,4 million de dollars (1,4 million en 2015). Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016, un gain sur la quote-part de 0,8 M\$ a été comptabilisé et les dividendes reçus de 1,4 million de dollars ont réduit la valeur comptable de la participation à 1,9 millions de dollars. Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2015, l'excédent des dividendes reçus sur la valeur comptable de la participation de 1,4 million de dollars est comptabilisé en résultat net au poste Quote-part du résultat de l'entreprise associée.

SiriusXM n'a abandonné aucune activité. Elle n'est assujettie à aucune restriction importante en ce qui concerne le transfert de fonds à ses investisseurs.

La Société n'a aucun passif éventuel ni engagement en ce qui a trait à son entreprise associée.

Le 13 mai 2016, CBC/Radio-Canada a annoncé son intention de voter pour la transaction de recapitalisation et de privatisation dans laquelle son entreprise associée, Sirius XM Canada Holdings (SiriusXM), s'était engagée. Ainsi, la Société vendrait sa participation de 10,2 % au prix de 4,50 \$ l'action, ce qui lui rapporterait environ 58 millions de dollars. La transaction devrait être finalisée en 2016-2017, sous réserve de l'obtention de certaines approbations réglementaires, notamment du CRTC. Il n'y a eu aucun changement dans les termes de cette transaction à la date du présent rapport.

## 9. PROVISIONS

	Réclamations et poursuites	Environnemental	Coûts de restructuration		Total
			Indemnités de cessation d'emploi		
Solde d'ouverture	24 196	343	17		24 556
Provisions supplémentaires comptabilisées	2 847	-	-		2 847
Provisions utilisées	(1 731)	-	-		(1 731)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(301)	(128)	(17)		(446)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>25 011</b>	<b>215</b>	<b>-</b>		<b>25 226</b>

Diverses réclamations ont été formulées ou des poursuites ont été intentées contre la Société. Dans certains cas, leurs auteurs demandent des dédommagements pécuniaires élevés ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Les enjeux portent principalement sur des tarifs de droits d'auteur, des griefs et d'autres litiges.

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les réclamations dont l'issue est incertaine, qui pourraient donner lieu à des sorties de ressources ou qui ne sont pas mesurables, sont réputées être des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Société. Les réclamations pour lesquelles il est peu probable que des sorties de trésorerie seront effectuées sont également réputées être des éventualités.

Au 30 juin 2016, la Société avait constitué des provisions d'une valeur de 25 millions de dollars (24,2 millions de dollars au 31 mars 2016) au chapitre des litiges. Lorsqu'elles peuvent être estimées, toutes les affaires sont classées comme courantes, puisque la Société s'efforce de résoudre ces cas dans les douze prochains mois.

# 10. PASSIFS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

## A. ACTIFS/PASSIFS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

Les actifs et les passifs liés au personnel comptabilisés et présentés à l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants :

	Courant		Non courant	
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2016	31 mars 2016
Actif au titre du régime de retraite	-	-	84 007	145 406
Passif au titre du régime de retraite	-	-	106 583	102 739
Avantages futurs du personnel	-	-	139 209	136 833
Indemnités de vacances	60 144	55 056	-	-
Réduction des effectifs	11 671	17 310	-	-
Passifs liés aux salaires	71 035	49 195	72	79
<b>Total des régimes de retraite et autres avantages du personnel</b>	<b>142 850</b>	<b>121 561</b>	<b>245 864</b>	<b>239 651</b>

	30 juin 2016			31 mars 2016		
	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime	6 653 646	-	-	6 456 327	-	-
Obligation au titre des prestations définies	6 569 639	106 583	139 209	6 310 921	102 739	136 833
<b>Actif (passif) net lié à l'obligation au titre des prestations définies</b>	<b>84 007</b>	<b>(106 583)</b>	<b>(139 209)</b>	<b>145 406</b>	<b>(102 739)</b>	<b>(136 833)</b>

## B. HYPOTHÈSES ACTUARIELLES IMPORTANTES

Comme il est indiqué à la note 15, *Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel*, des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2016, la direction revoit ses hypothèses actuarielles à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour assurer que le passif (l'actif) net au titre des prestations définies comptabilisé dans les états financiers reflète les changements importants dans les hypothèses actuarielles et les changements importants découlant d'événements ponctuels. L'effet des changements importants dans les hypothèses actuarielles sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en tant que réévaluation pour la période.

Hypothèses - taux annuels	30 juin 2016	31 mars 2016
<b>Hypothèses utilisées pour établir le coût des prestations de retraite :</b>		
Taux d'actualisation	3,75 %	3,50 %
<b>Hypothèses utilisées pour établir l'obligation au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel :</b>		
Taux d'actualisation - régime de retraite	3,50 %	3,75 %
Taux d'actualisation - indemnité de cessation d'emploi	2,75 %	3,00 %
Taux d'actualisation - prestations d'invalidité de longue durée	2,75 %	3,00 %
Taux d'actualisation - assurance vie	3,25 %	3,75 %

## C. TOTAL DES PAIEMENTS

La Société a effectué les paiements suivants au titre des prestations de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme :

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2016	2015
Prestations versées directement à des bénéficiaires	3 224	2 942
Cotisations habituelles de l'employeur aux régimes de retraite	12 754	13 731
<b>Total des paiements pour les régimes à prestations définies</b>	<b>15 978</b>	<b>16 673</b>

La capitalisation du Régime est basée sur les évaluations actuarielles qui sont faites une fois par an. Les employés doivent cotiser au Régime selon un pourcentage de leur salaire admissible. La Société complète la capitalisation, au besoin, selon les évaluations actuarielles.

## D. VARIATIONS DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES

	30 juin 2016		31 mars 2016	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies, solde d'ouverture	6,413,660	136,833	6,565,275	140,339
Coût des services rendus	26,392	1,145	125,661	5,564
Coût financier	59,401	985	227,795	4,049
Cotisations des employés	10,414	-	46,064	-
Réévaluations :				
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses démographiques	-	-	-	(627)
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	244,680	3,470	(271,327)	(3,748)
Écarts actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	(4,060)	-	21,888	4,165
Prestations versées	(74,265)	(3,224)	(301,696)	(12,909)
<b>Obligation au titre des prestations définies, fin de la période</b>	<b>6,676,222</b>	<b>139,209</b>	<b>6,413,660</b>	<b>136,833</b>

## E. VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

	30 juin 2016		31 mars 2016	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime, solde d'ouverture	6 456 327	-	6 648 816	-
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	(1 623)	-	(6 160)	-
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	59 549	-	229 510	-
Rendement des actifs du régime de retraite, à l'exclusion des revenus d'intérêts	190 490	-	(216 370)	-
Cotisations des employés	10 414	-	46 064	-
Cotisations de la Société	12 754	3 224	56 163	12 909
Prestations versées	(74 265)	(3 224)	(301 696)	(12 909)
<b>Juste valeur des actifs du régime, fin de la période</b>	<b>6 653 646</b>	<b>-</b>	<b>6 456 327</b>	<b>-</b>

**F. COÛTS DU RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES****Montants comptabilisés en résultat global**

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2016	2015
Coût des services rendus	27 537	32 661
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	1 623	1 540
Coût financier de l'obligation au titre des prestations définies	60 386	57 902
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	(59 549)	(57 378)
Autres	130	(164)
<b>Charge comptabilisée en résultat net</b>	<b>30 127</b>	<b>34 561</b>
Réévaluations comptabilisées en autres éléments du résultat global	53 470	(181 505)
<b>Total</b>	<b>83 597</b>	<b>(146 944)</b>

Les résultats non distribués comprennent des gains actuariels cumulatifs de 346,6 millions de dollars au 30 juin 2016 (gains de 400,1 millions de dollars au 31 mars 2016).

**Charge comptabilisée en résultat net**

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2016	2015
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques	28 922	33 178
Coûts de transmission, distribution et collecte	904	1 037
Administration nationale	301	346
<b>Total</b>	<b>30 127</b>	<b>34 561</b>

**11. REVENUS**

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2016	2015
Publicité	54 097	56 998
Revenus d'abonnement	33 112	33 317
Location d'immeubles, de pylônes de transmission, d'installations et de services	10 038	10 111
Production	4 337	2 367
Programmation numérique	3 229	4 855
Droits de retransmission	751	750
Commandites d'émission	410	479
Autres services	712	1 161
<b>Total des revenus liés à la prestation des services</b>	<b>106 686</b>	<b>110 038</b>
<b>Total des revenus financiers</b>	<b>2 525</b>	<b>2 758</b>
Revenus de contrats-échanges autres que publicitaires	5 278	5 466
Gain sur taux de change	130	440
Perte nette provenant de l'évaluation à la juste valeur d'instruments financiers	(13)	(181)
<b>Total des revenus</b>	<b>114 606</b>	<b>118 521</b>

## 12. FINANCEMENT PUBLIC

### A. FINANCEMENT PUBLIC REÇU

Les crédits parlementaires approuvés et les sommes reçues par la Société sont ventilés comme suit :

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2016	2015
Financement des activités d'exploitation	199 000	144 000
Financement des immobilisations	20 000	10 000
Financement du fonds de roulement	1 000	1 000
	<b>220 000</b>	<b>155 000</b>

Le financement public approuvé et reçu par la Société au cours du trimestre est comptabilisé comme ci-après dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation est comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat. Il correspond à la différence nette entre les dépenses et les revenus autogénérés budgétés pour le trimestre.

Les budgets trimestriels sont dérivés du budget annuel approuvé par le Conseil d'administration au début de chaque exercice. Ils reflètent le financement public attendu de l'exercice ainsi que les impacts saisonniers des charges et des revenus autogénérés.

### B. FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS DIFFÉRÉ

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière et le revenu est comptabilisé à l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la même façon et sur les mêmes périodes que les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles auxquelles il se rapporte.

	30 juin 2016	31 mars 2016
Solde d'ouverture	531 295	520 200
Financement public au titre des immobilisations	20 000	105 692
Amortissement du financement des immobilisations différé	(23 126)	(94 597)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>528 169</b>	<b>531 295</b>

## 13. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT

Variations du fonds de roulement sont composées de :	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2016	2015
Créances clients et autres créances	9 241	24 079
Actif de programmation (courant)	(64 829)	(43 303)
Stocks de marchandisage	214	(14)
Charges payées d'avance	3 273	(1 710)
Créditeurs et charges à payer	(29 932)	(19 840)
Provisions	670	1 868
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (courant)	12 791	(15 998)
Passif de programmation (courant)	-	-
Revenus différés (courant)	2 476	11 022
	<b>(66 096)</b>	<b>(43 896)</b>

## 14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau ci-après présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs et passifs financiers de la Société :

	30 juin 2016		31 mars 2016		Note
	Valeur comptable	Juste valeur (Niveau 2)	Valeur comptable	Juste valeur (Niveau 2)	
<b>Instruments financiers évalués à la juste valeur :</b>					
Trésorerie	83 948	83 948	156 465	156 465	(a)
Instruments financiers dérivés					
Options sur actions (actifs)	143	143	151	151	(c)
Contrats à terme (passifs)	170	170	159	159	(b)
<b>Instruments financiers évalués au coût amorti :</b>					
Créances clients et autres créances	127 043	127 043	136 370	136 370	(a)
Billets à recevoir (courant)	2 697	2 697	2 651	2 651	(a)
Investissement dans un contrat de location-financement (courant)	3 011	3 011	2 960	2 960	(a)
Créditeurs et charges à payer	82 580	82 580	112 512	112 512	(a)
Dette obligataire (courant)	17 993	17 993	22 269	22 269	(a)
Obligation au titre de contrats de location-financement (courant)	11 690	11 690	11 476	11 476	(a)
Effets à payer (courant)	7 465	7 465	8 523	8 523	(a)
Billets à recevoir (non courant)	40 190	47 848	40 877	48 270	(d)
Investissement dans un contrat de location-financement (non courant)	43 647	53 099	44 419	53 507	(d)
Dette obligataire (non courant)	229 249	307 542	236 851	317 488	(e)
Obligation au titre de contrats de location-financement (non courant)	13 568	13 678	16 581	16 780	(e)
Effets à payer (non courant)	90 278	104 081	93 784	107 335	(e)

Il n'y a pas eu de transferts entre les différents niveaux pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2016.

(a) Les justes valeurs avoisinent les valeurs comptables de ces instruments en raison de leurs échéances rapprochées.

(b) La juste valeur est établie d'après un modèle des flux de trésorerie actualisés basé sur les prix observables sur un marché à terme normalisé.

(c) La juste valeur est estimée grâce à un modèle d'évaluation des options dont les principales données d'entrée sont notamment le cours de clôture et la volatilité des actions détenues, les taux officiels des obligations du gouvernement et les rendements des actions observables directement.

(d) La juste valeur des diverses sommes à recevoir a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement, dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité des contreparties.

(e) La juste valeur des divers passifs financiers de la Société a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité de la Société.



## 15. PARTIES LIÉES

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut des transactions avec des parties liées conformément aux conditions commerciales normales applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, ainsi qu'aux prix du marché. Elle les comptabilise à la juste valeur. Les transactions suivantes ont été effectuées avec des parties liées :

	Pour les trois mois terminés le 30 juin			
	Prestation de services		Utilisation de services	
	2016	2015	2016	2015
Entreprise associée	551	579	-	-
Autres entités liées <sup>(1)</sup>	28	28	-	9
	<b>579</b>	<b>607</b>	-	<b>9</b>

<sup>(1)</sup> Les transactions avec les autres entités liées correspondent essentiellement à la prestation de services administratifs au Régime de retraite de la Société.

En outre, les paiements en espèces pour les contributions de la Société aux régimes à prestations définies sont décrits à la note 10C.

### A. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES AUTRES QUE DES ENTITÉS LIÉES À UNE AUTORITÉ PUBLIQUE

Les sommes à recevoir des parties liées s'établissaient comme suit à la fin de la période et étaient incluses dans le poste « Créances clients et autres créances » dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière :

	Sommes dues par les parties liées	
	30 juin 2016	31 mars 2016
Entreprise associée	756	579

La Société ne devait aucune somme à des parties liées au 30 juin 2016 (aucune au 31 mars 2016).

Les sommes à recevoir ne sont pas garanties et seront réglées en espèces. Aucune dépense n'a été comptabilisée dans la période considérée ou dans des périodes antérieures relativement à des créances irrécouvrables ou douteuses de parties liées.

### B. AUTRES TRANSACTIONS AVEC UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

La Société n'a effectué aucune transaction significative avec son entreprise associée pendant la période considérée ou la période précédente autre que les dividendes reçus, comme il est indiqué à la note 8.

### C. TRANSACTIONS AVEC DES ENTITÉS LIÉES À DES AUTORITÉS PUBLIQUES

CBC/Radio-Canada, une société d'État fédérale, exerce ses activités dans un environnement économique dominé par des entités sous le contrôle direct ou indirect du gouvernement fédéral par l'entremise de ses autorités, organismes, entités affiliées et autres organisations (désignées collectivement par « entités liées à une autorité publique »). Elle fait des transactions avec d'autres entités liées à une autorité publique, notamment aux fins de l'achat et de la vente de biens ainsi que de la prestation et de la réception de services.

La Société a choisi de se prévaloir d'une exemption des obligations d'information prévue par IAS 24, *Information relative aux parties liées*, qui limite les informations à fournir aux transactions entre parties liées conclues avec l'État et d'autres entités liées à des autorités publiques.

## 16. ENGAGEMENTS

La note 27, *Engagements*, des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 traite en détail des engagements de la Société. Les engagements relatifs à l'achat d'immobilisations corporelles pris pendant le trimestre considéré sont décrits à la note 6A, *Immobilisations corporelles* des présentes. Aucun autre changement significatif n'est survenu dans les engagements pendant le premier trimestre de 2016-2017.